



**ARNDT WEINRICH  
& NICOLAS PATIN (DIR.)**

**QUEL BILAN SCIENTIFIQUE  
POUR LE CENTENAIRE  
DE 1914-1918 ?**

De 2014 à 2018, la France et le monde entier ont commémoré la Première Guerre mondiale. À travers une vague impressionnante et inédite d'événements et d'activités mémoriels de toute sorte, Françaises et Français ont encore approfondi le lien avec l'histoire et la mémoire d'un conflit qui, outre qu'il a marqué de son sceau le xx<sup>e</sup> siècle, a laissé des traces profondes dans l'histoire de millions de familles. Les historiennes et historiens, mais aussi de nombreux chercheurs et chercheuses d'autres disciplines, tout comme d'innombrables archivistes, ont pris une part essentielle dans les différents temps du Centenaire, non seulement à travers leurs activités scientifiques, mais aussi dans leur intense travail de médiation des connaissances vers le grand public.

La Mission du centenaire 1914-1918 a commandé au Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne un rapport le plus exhaustif possible sur toutes les activités scientifiques, au sens large, menées en France pendant la séquence commémorative. Une équipe de onze chercheuses et chercheurs a travaillé trois ans durant à ce bilan, qui rassemble et met à la disposition de quiconque souhaite réfléchir à cette échéance mémorielle majeure un nombre considérable de données et d'analyses portant sur tous les aspects du Centenaire scientifique (colloques, publications, médiations...).

Bien au-delà des résultats déjà essentiels qu'il apporte à la compréhension de la mémoire de 1914-1918 en France, et du premier bilan historiographique qu'il trace à partir des données accumulées, cet ouvrage interroge, par son ampleur même, la place de l'histoire dans la Cité et le rapport des Français à leur passé.



[sup.sorbonne-universite.fr](http://sup.sorbonne-universite.fr)

QUEL BILAN SCIENTIFIQUE POUR LE CENTENAIRE DE 1914-1918 ?

# Mondes Contemporains

collection dirigée par Olivier Forcade

Dernières parutions

*Décoloniser les Antilles ? Une histoire de l'État post-colonial (1946-1982)*

Sylvain Mary

*La Marche à rebours. Regards sur l'histoire soviétique et russe*

Françoise Thom

*L'Engagement des Américains dans la guerre (1917-1918)*

Olivier Chaline & Olivier Forcade (dir.)

*Les Diplomates de la République (1871-1914)*

Isabelle Dasque

*Les Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale (1944-1949).*

*Histoire d'une intégration*

Pawel Sekowski

*Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.*

*Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé*

Laurence Baratier-Negri

*Les Batailles de 1916*

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

*Musique et politique en Allemagne, du III<sup>e</sup> Reich à l'aube de la guerre froide*

Élise Petit

*Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)*

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudemann (dir.)

*Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

*Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde*

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

*La Grande Guerre des assiettes*

Jean-Pierre Chaline (dir.)

*Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.*

*Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales*

*de la théorie réaliste des relations internationales*

Olivier Zajec

*Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours*

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

*De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)*

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Arndt Weinrich & Nicolas Patin (dir.)

# Quel bilan scientifique pour le centenaire de 1914-1918 ?

*Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre*

SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES  
Paris

Ouvrage publié avec le concours du Centre international de recherche de l'Historial  
de la Grande Guerre, de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale,  
du conseil départemental de la Somme et de Sorbonne Université

Les SUP sont un service de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN édition papier : 979-10-231-0706-7

© Sorbonne Université Presses, 2022

**PDF complet : 979-10-231-1000-0**

© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s (Paris)/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)

## **SUP**

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) 01 53 10 57 60

[sup@sorbonne-universite.fr](mailto:sup@sorbonne-universite.fr)

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

## LES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC, VECTEUR DE VULGARISATION PENDANT LE CENTENAIRE

*Sylvain Delpout*

Alors que la Grande Guerre a longtemps été un objet mémoriel refroidi<sup>1</sup>, surpassé par la Seconde Guerre mondiale, elle a recouvré à partir des années 1980 une réelle présence dans la société. En 2000, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker observaient ainsi un « retour spectaculaire de la Grande Guerre dans la conscience collective française<sup>2</sup> ». Peu à peu, le conflit est devenu une « pratique sociale et culturelle d'envergure » portée par les institutions mais aussi et surtout par de nombreuses associations, ou par de simples individus<sup>3</sup>. Loin d'être un dernier sursaut, ce regain d'intérêt de la part des Français a été largement confirmé au moment du centenaire de la Première Guerre mondiale, générateur de multiples événements largement fréquentés par le public. Cette contribution se propose d'étudier, parmi ces derniers, les conférences sur le sujet à destination du grand public tenues entre 2012 et avril 2019.

Les premières questions qui viennent à l'esprit concernent les acteurs principaux de ces conférences : les conférenciers eux-mêmes. Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Quelles disciplines représentent-ils ? Sont-ils spécialistes de la Première Guerre mondiale ou bien d'autres périodes ? D'emblée, notons qu'il a fallu opérer des arbitrages, et laisser de côté certains locuteurs non académiques, dont il n'est évidemment pas question de discuter la qualité. Ces derniers ont certes été nombreux à prendre la parole, mais cet ouvrage se voulant un bilan du fait scientifique pendant le Centenaire, il se concentre sur l'action des spécialistes universitaires et d'autres professionnels de l'histoire. En sciences humaines, on en reste aux individus ayant *a minima* commencé une thèse de doctorat. Dans les disciplines ou professions plus techniques (conservation, archéologie, géologie)

- 1 François Mauriac dans le *Figaro littéraire* (1957) : « Les protagonistes du drame ont presque tous quitté la scène [...], ce que nous appelons encore "la grande guerre" disparaît sous la marée boueuse de 40 », cité par André Loez et Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre. Carnet du Centenaire*, Paris, A. Michel, 2013, p. 212.
- 2 Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 7.
- 3 André Loez et Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre, op. cit.*, p. 215.

sont pris en compte les individus dont les compétences sont sanctionnées par une fonction ou un statut : ingénieurs de recherche, conservateurs des différentes filières.

De même, qu'est-ce qu'une « conférence grand public » ? Il importe là aussi de fixer un cadre, pour ne pas négliger certains formats originaux (café littéraire/historique/géographique, projection-débat, conférence-cocktail, etc.) tout en garantissant la faisabilité de notre étude. Par exemple, une distinction a été établie parmi les colloques. Ceux qui sont organisés par une université et destinés à une avancée de la recherche ne sont pas pris en compte ici : adressés à un public socioprofessionnellement restreint, universitaire, ils sont analysés par Elisa Marcobelli dans ce livre. En revanche, de nombreuses associations locales d'érudition ont organisé des « colloques grand public » dont les conférences, ouvertes à tous, sont recensées ici lorsqu'elles sont le fait d'un scientifique. De la même manière, toute conférence organisée par une entité professionnelle pour ses seuls membres est exclue de ce chapitre. Ainsi les conférences destinées à un public d'enseignants ou uniquement scolaire sont-elles écartées<sup>4</sup>. Elles sont traitées ailleurs dans ce volume, dans la contribution de Nicolas Charles, qui examine l'« action pédagogique » suscitée par le Centenaire. Les interventions d'historiens au sein d'autres services de l'État, comme l'Armée<sup>5</sup>, ou à l'invitation d'entreprises, ne sont pas non plus prises en compte.

366

En dépit de ces restrictions, on compte plus de 1 700 « conférences grand public » en France, de 2012 au début de l'année 2019 (le recensement a pris fin au mois d'avril 2019). Elles sont la forme classique du travail commémoratif à l'échelle locale, comme l'observent François Bouloc et Cédric Marty au sujet de l'Aveyron : « l'organisation d'une exposition et/ou d'une conférence apparaît ainsi comme un invariant<sup>6</sup> ». Elles furent distribuées à travers l'ensemble du territoire, et l'un des principaux intérêts de ce chapitre réside peut-être ici : par sa thématique, il est l'occasion, en plus d'une sociologie des acteurs, d'établir une géographie du Centenaire. Des espaces concentrent-ils les conférences ? Dans quelle mesure cette répartition rejoue-t-elle la géographie de la guerre ? En d'autres termes, jusqu'où

4 C'est le cas par exemple des « Journées nationales de l'histoire et de la géographie » organisées par l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) en 2016, ou encore d'événements (nombreux) organisés par les rectorats des différentes académies.

5 Les conférences comme, par exemple, celle de François Cochet sur Verdun (25 avril 2016) pour la session « Brigadex » de l'Armée de Terre n'ont donc pas été intégrées dans notre analyse.

6 François Bouloc et Cédric Marty, « Le centenaire de la Première Guerre mondiale en Aveyron, un bilan d'étape fin 2017 », *Observatoire du Centenaire*, <https://observatoireducentenaire.pantheonsorbonne.fr/centenaire-regions> (consulté le 1er août 2021), p. 10.



le Centenaire peut-il s'affranchir de ce que fut, géographiquement, le front ? Ces questions font potentiellement écho à des interrogations plus larges et relevant de la géographie, celles du dynamisme des territoires et des articulations entre centres, périphéries et marges. Si certains espaces restèrent (ou furent laissés) en retrait du Centenaire, on peut se demander dans quelle mesure les explications mémorielles conjoncturelles prennent le pas sur les motifs structurels plus classiques (accès à l'offre culturelle, éloignement physique, isolement, etc.).

Enfin, ce Centenaire est, depuis le départ, pensé par ses différents promoteurs et acteurs comme un événement international<sup>7</sup>. Il ne faut donc pas négliger une déclinaison multiscale des interrogations et examiner la participation des historiens français aux Centenaires étrangers. 2012-2019 a-t-il été un moment privilégié de promotion de l'historiographie française, et si oui, dans quel pays : plutôt ceux de l'Entente – les anciens Alliés –, ou au contraire ceux de l'ancienne Triple Alliance ? On verra qu'ici, les évolutions politiques de la fin du xx<sup>e</sup> siècle et du début de notre millénaire prennent le dessus sur les relations internationales des années 1914-1918. Inversement, la question de la prise en compte de la recherche internationale en France et par la société française se pose : la présence scientifique étrangère – hors des cénacles universitaires dont elle est déjà familière – est à étudier.

Outre cet aspect géographique majeur, l'analyse des interventions scientifiques en assemblées profanes permet de relire les rythmes et les thèmes privilégiés du Centenaire, et de saisir les centres d'intérêt du public. Ici, une nouvelle batterie de questions se déploie, qu'il s'agisse des thèmes abordés et des interrogations du public ou des temporalités du Centenaire à travers les conférences. De nouveau, la question de l'articulation de cette chronologie avec celle de la guerre se pose. Si le souci de l'intelligibilité des événements semble plaider pour une répartition des manifestations sur quatre ans, au rythme suivi jadis par le conflit, on verra que ce n'est pas nécessairement ce qui s'est déroulé. Par ailleurs, sans s'inscrire pleinement dans la dichotomie « Centenaire d'en bas » / « Centenaire d'en haut »<sup>8</sup>, ces

7 Voir Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international. Rapport remis au président de la République*, septembre 2011, <https://www.vie-publique.fr/rapport/33552-commemorer-la-grande-guerre-2014-2020-propositions-pour-un-centenaire> (consulté le 1<sup>er</sup> août 2021), p. 22 : « le centenaire de la Première Guerre mondiale se distinguera par sa dimension internationale : guerre des nations, guerre européenne, la Grande Guerre est aussi, dès l'automne 1914, une guerre mondiale ».

8 Sur cette distinction, voir par exemple Stéphane Audoin-Rouzeau, « 2014 : Centenaire d'en haut, Centenaire manqué ? », *Observatoire du Centenaire*, <https://observatoireducentenaire.pantheonsorbonne.fr/politiques-memorielles> (consulté le 1<sup>er</sup> août 2021). Cet article est issu de la table ronde organisée par l'EHESS à l'Institut historique allemand (IHA) le 4 décembre 2014. John Horne, Nicolas Offenstadt

conférences sont un point d'articulation, une interface entre deux sphères qui se rencontrent traditionnellement peu. Elles mettent en effet en contact la communauté scientifique, faite de professionnels diplômés de l'université et celle, bien plus large et hétérogène, des auditeurs : historiens amateurs, érudits locaux, simples curieux, individus passionnés ou indifférents en quête d'une sortie culturelle divertissante... Les premiers sont vecteurs d'un savoir scientifique, lorsque les seconds sont parfois davantage porteurs d'une mémoire, et peu au fait des évolutions de l'historiographie. Ces deux trajectoires se sont-elles rencontrées sur des points de convergence ? Plus simplement, quelles étaient les attentes du public ? Autant de questions qui nous permettront d'observer les pratiques du Centenaire à travers le territoire et la société.

## ENQUÊTES, SONDAGES ET BASE DE DONNÉES

368

Afin de rassembler une première série d'informations, trois questions ont été consacrées à ce sujet dans les enquêtes adressées en 2017 puis 2018 à un vaste échantillon de 150 spécialistes français de la Grande Guerre ainsi qu'à quelques chercheurs étrangers habitués de l'Hexagone. Les sondés furent ainsi invités à indiquer les « conférences, tables rondes, débats grand public auxquels [ils ont] été invité[s] en France » et « à l'étranger ». Dans la partie du questionnaire consacrée aux aspects qualitatifs, ils furent interrogés sur les « questions, préoccupations, etc. les plus récurrentes » rencontrées dans leurs « échanges avec le public et les acteurs non scientifiques »<sup>9</sup>. Les emplois du temps et les priorités de chacun ont permis de recueillir, à la fin de l'année 2017, 113 questionnaires complétés pour les années 2012-2017 ; à la deuxième vague d'envois, réalisée à la fin de l'année 2018, et qui portait sur les années 2018 et 2019, 87 sondés ont répondu<sup>10</sup>.

Il a donc été indispensable de compléter ces données par des recherches effectuées sur Internet, *via* le moteur de recherche généraliste *Google*. Cette méthode n'autorise pas, cependant, à penser atteindre l'exhaustivité. En effet,

---

et Arndt Weinrich étaient également présents à cette discussion, présidée par Emmanuel Saint-Fuscien.

9 Voir annexe.

10 Dans la très grande majorité des questionnaires retournés se trouvent des réponses aux questions qualitatives systématiquement exploitables. Il en va néanmoins différemment des questions quantitatives – des renseignements plus fastidieux à rassembler, il est vrai. Un certain nombre de questionnaires, au demeurant bien remplis, restent vides concernant les questions portant sur les conférences grand public, ou trop vagues pour être exploités. Par ailleurs, de nombreux chercheurs et chercheuses, notamment de premier plan, n'ont pas trouvé le temps de renvoyer une réponse.

toutes les conférences n'apparaissent pas dans le moteur de recherche, certaines ayant disparu avec la mise à jour progressive des agendas des sites événementiels, d'autres n'ayant tout simplement jamais été inscrites sur Internet. Toutefois, à défaut d'exhaustivité, il semble qu'on puisse parler de représentativité. À l'été 2018, quelques échanges avec des spécialistes permirent une estimation vague de l'effectivité de la démarche. Ainsi, par exemple, sur 5 conférences de Philippe Salson entrant dans les critères de cette étude, 4 avaient été retrouvées sur *Google*. Dans le cas d'Erwan Le Gall, sur 26 événements, 5 seulement manquaient. On observe la même proportion pour l'activité d'André Loez, d'Élise Julien ou d'Arndt Weinrich. En revanche, 14 des 15 communications de Thierry Hardier étaient alors identifiées<sup>11</sup>. Il semblerait qu'on puisse donc estimer avoir rassemblé les quatre cinquièmes des interventions grand public faites en France par les 150 spécialistes de l'échantillon retenu, entre 2012 et avril 2019. Lors des cycles de conférences, ils partagèrent l'affiche (et les programmes) avec de nombreux collègues (spécialistes ou non du conflit). Ces derniers sont également pris en compte lorsqu'ils sont au moins doctorants. On en arrive ainsi au chiffre de 368 intervenants.

En annexe, toutes ces interventions sont rassemblées en deux tableaux : le premier pour le territoire français, le second pour le monde. Soulignons que la base de données a été construite par événement (une ligne par manifestation) et non par spécialiste. Or, certaines manifestations se déroulent à plusieurs voix. À la lecture des tableaux, il est donc normal que les concernés aient, de prime abord, l'impression d'être intervenus plus souvent. On trouve, ci-dessous, la liste des catégories utilisées pour le classement ; la répartition des thématiques a été effectuée selon la taxinomie générale collectivement retenue pour ce bilan.

Tableau 1. Organisation des tableaux « conférences grand public » présentés en annexe (à chaque lettre correspond une colonne)

<i>A</i> : Nom	<i>I</i> : Intervention (type)	<i>Q</i> : Institution organisatrice 2 (type)
<i>B</i> : Prénom	<i>J</i> : Intervention (sujet)	<i>R</i> : Lieu
<i>C</i> : Spécialiste / Non -spéc.	<i>K</i> : Géographie (sujet)	<i>S</i> : Ville
<i>D</i> : Discipline	<i>L</i> : Chronologie (sujet)	<i>T</i> : Département
<i>E</i> : Année de naissance	<i>M</i> : Thématique 1	<i>U</i> : Pays
<i>F</i> : Statut	<i>N</i> : Thématique 2	<i>V</i> : Date
<i>G</i> : Événement (type)	<i>O</i> : Institution(s) organisatrice(s) (nom)	<i>W</i> : Autres participants
<i>H</i> : Événement (nom)	<i>P</i> : Institution organisatrice 1 (type)	

<sup>11</sup> J'adresse mes remerciements à ces chercheurs pour la bienveillance et la précision de leurs réponses.

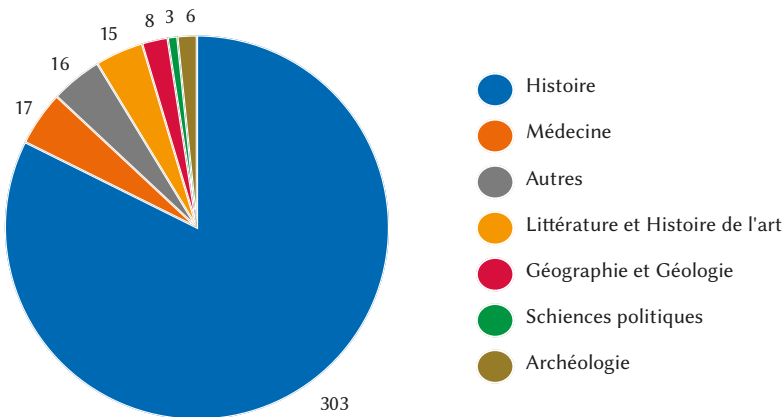
## LES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC EN FRANCE : ACTEURS, THÈMES ET RÉPARTITION SPATIO-TEMPORELLE

Pour le temps du Centenaire, au total, 1 725 conférences grand public tenues en France par des chercheurs français ou étrangers (au nombre de 368) ont été recensées. Les premiers sont par ailleurs intervenus à un peu plus de cent reprises dans d'autres pays du monde. Leurs statuts et spécialités méritent d'être interrogés, de même que la nature des institutions organisatrices des événements. Enfin, la distribution spatiale et temporelle de ces manifestations est intéressante à analyser<sup>12</sup>. Rappelons que seules les communications destinées à un public large furent prises en compte.

### LES ACTEURS DES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC : INTERVENANTS ET ORGANISATEURS

370

Au total, 368 scientifiques apparaissent dans la base de données. Ces 368 personnes sont très majoritairement de nationalité française ou rattachées à des structures françaises<sup>13</sup>. Elles se répartissent parmi les disciplines suivantes :



1. Répartition par discipline des spécialistes ayant proposé des conférences grand public (n=368)

- <sup>12</sup> D'indispensables remerciements doivent être adressés ici à Martin Joffres, Juliette Delpout et Alexandre Leonardi, dont les compétences techniques ont été décisives dans l'interrogation de la base de données.
- <sup>13</sup> On compte 36 spécialistes étrangers parmi les intervenants principaux, soit 10 % de l'effectif recensé. Ils participèrent à 123 conférences et tables rondes en France. Il reste difficile de déterminer la catégorie la plus pertinente pour les chercheurs étrangers installés en France au service d'établissements étrangers tels que l'Institut historique allemand ; pour des raisons de cohérence, nous les avons cependant comptés parmi les spécialistes « étrangers ».

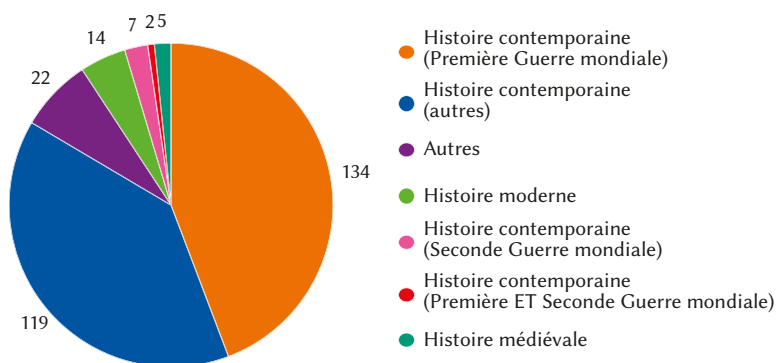
Le poids des historiens est écrasant : sans surprise, ils sont les premiers sollicités pour parler de la guerre<sup>14</sup>. Soulignons néanmoins la diversité des disciplines invitées à compléter ce récit. En plus de la médecine, de la littérature, de l'histoire de l'art, de la géographie, des sciences politiques et de l'archéologie, la catégorie « autres » regroupe l'anthropologie, les études italiennes ou anglaises, la musicologie, les sciences du langage, la philosophie et l'ethnologie, le sport, l'esthétique filmique, l'économie, la sociologie, la démographie, le droit, pour un total de plus de vingt disciplines. L'implication universitaire dans le Centenaire est donc très large. Notons du reste que parmi ces intervenants, seuls 1 54, soit moins de la moitié, peuvent être comptabilisés comme spécialistes de la Grande Guerre, qu'ils soient chercheurs en histoire ou, plus rarement, en littérature ou géographie. La part des non-spécialistes est donc impressionnante : ils représentent presque 60 % de l'effectif. Un « effet Centenaire » s'exprime ici nettement. La vague de vulgarisation enclenchée par les commémorations a mobilisé bien au-delà du cercle des experts du conflit, face à une demande sociale forte.

Les historiens sollicités sont par ailleurs loin d'être tous des spécialistes du conflit<sup>15</sup>, ni même des spécialistes de l'histoire contemporaine. Si aucun antiquisant ne fait partie de notre corpus, les médiévistes, les modernistes et les dix-neuviémistes sont bien représentés, comme en témoigne le graphique ci-dessous. Parmi les contemporanéistes, nombreux sont les chercheurs ayant rattaché leur sujet d'étude à la Grande Guerre à l'occasion du Centenaire. C'est le cas, parmi tant d'autres, de Jean-François Condette par exemple, spécialiste des structures éducatives de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la fin du XX<sup>e</sup> et qui a pu proposer en décembre 2018 une conférence intitulée « Vivre et étudier à Lille en 1914-1918 ». Face à ce phénomène, observé aussi dans d'autres chapitres du présent ouvrage<sup>16</sup>, on peut formuler l'hypothèse d'un certain effet d'opportunité de la profession, rarement mise à l'honneur et sollicitée dans des proportions comparables à celles manifestées durant le Centenaire. Mais ce qui s'exprime ici est peut-être aussi le résultat d'une demande trop grande face à un vivier de spécialistes de la Grande Guerre somme toute restreint, voire localement absent : toutes les universités n'ont pas dans leurs murs un spécialiste, et surtout toutes les villes n'ont pas d'université.

<sup>14</sup> Les archivistes furent rangés dans la catégorie « histoire ».

<sup>15</sup> Cette remarque se fonde sur l'examen des sujets de thèses, de mémoires d'HDR, ou des travaux récents (publiés avant le Centenaire), ainsi que sur les déclarations des historiens ayant répondu aux enquêtes successives.

<sup>16</sup> Voir *supra* la contribution de Franziska Heimburger et le bilan général dressé par Arndt Weinrich et Nicolas Patin.



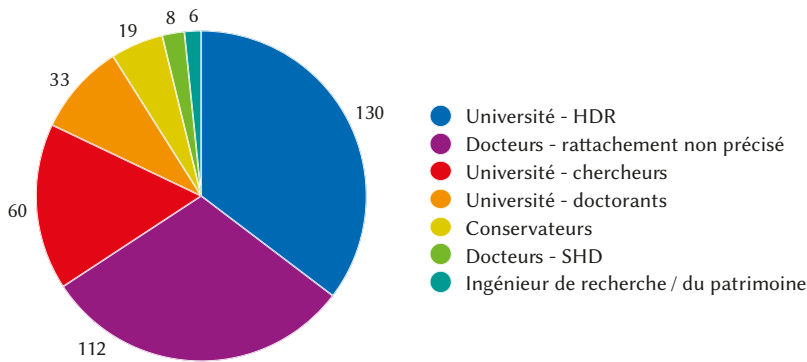
2. Nombre d'historiens par spécialité (n=303)

372

Après l'histoire, c'est la médecine qui se distingue dans le contingent des spécialistes, avec 17 personnalités actives, et autant d'interventions. Celles-ci se sont concentrées autour de trois « colloques grand public » tenus à Paris et en Gironde en 2014, 2015 et 2017. Bien plus significatives sont donc les participations venues de l'histoire de l'art et de la littérature, de la géographie et de la géologie, et de l'archéologie. Au sein de cette dernière discipline, on peut relever le dynamisme de Mickaël Landolt et de Gilles Prilaux. Sur 93 interventions d'archéologues, le premier en assura 23 et le second 41. Un constat analogue peut être dressé en géographie : Jean-Paul Amat a proposé 39 communications, sur les 45 recensées. Notons que ces interventions se concentrent très largement dans le Nord de la France, et particulièrement sur les anciennes lignes de front, où les traces archéologiques et paysagères de la guerre sont les plus présentes. On pourrait avancer l'idée que les publics de l'Aisne, de la Somme, de la Meuse et de la Marne sont suffisamment familiers de la guerre – on verra plus bas que ces quatre départements sont parmi les plus parcourus par les conférenciers – pour s'ouvrir à des paroles non historiennes. C'est ici que les conférences en musicologie, sport (Reims), et études italiennes (Péronne) furent données. La place de l'histoire de l'art, en revanche, est essentiellement due à l'activité de spécialistes tels que Laurent Véray ou Clément Puget lors de festivals du film.

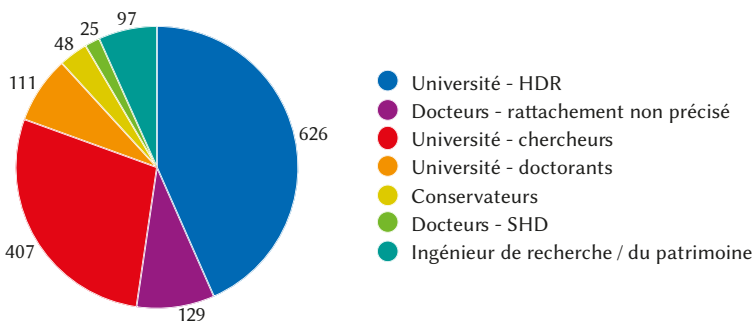
Qu'en est-il du statut des intervenants ? Si les universitaires (maîtres de conférences, PRAG, professeurs, dont émérites et honoraires) apparaissent en nombre, l'effectif des docteurs ou doctorants en poste dans le secondaire ou ailleurs est lui aussi important. Le graphique ci-dessous présente une répartition des statuts dans l'effectif de la base de données<sup>17</sup>.

17 Notons que le statut de certains chercheurs a évolué au fil du Centenaire. Néanmoins, repérer les évolutions de carrière de façon systématique a été difficile ; il est possible que certaines n'aient pas été prises en compte.



3. Nombre de spécialistes par statut (n=368)

Les professeurs et maîtres de conférences HDR (au nombre de 90) ainsi que les directeurs de recherche (40, dont émérites et honoraires) constituent le gros de l'effectif. La renommée et l'ancrage local sont ici des éléments d'explication. Relevons, au sein de cet ensemble, l'importance des professeurs (31) et directeurs (1) émérites ou honoraires (5). Leur statut renvoie de fait à un emploi du temps allégé et à une volonté de poursuite des activités au-delà de l'âge conventionnel de départ à la retraite. Cette disponibilité a donc été mise à profit. Parmi les « docteurs au rattachement non précisé », qui constituent le deuxième effectif, la grande majorité est en poste dans le secondaire ou à la retraite<sup>18</sup>. Cette vaste catégorie a été particulièrement nourrie au moment d'intégrer les « colloques grand public », car ces événements sont presque systématiquement organisés par des « associations d'érudition locale », comme nous le verrons plus loin. Or, de nombreux titulaires de thèse de doctorat y sont actifs sans être, dans le même temps, rattachés à une université. Pour le reste, on peut noter la présence de 10 conservateurs et de 5 ingénieurs de recherche (tous archéologues) ou du patrimoine. Le nombre d'interventions est regroupé ci-dessous en fonction du statut des intervenants.



4. Nombre d'interventions par catégorie de statut (n=1443)

<sup>18</sup> On compte aussi un inspecteur académique (IA-IPR) et un inspecteur général (IG) de l'Éducation nationale.

La répartition change : les chercheurs rattachés à l'Université et les ingénieurs de recherche se distinguent particulièrement. Les premiers, maîtres et maîtresses de conférences, chercheurs et chercheuses (du CNRS notamment), et PRAG, se sont particulièrement investis, puisqu'on compte 407 événements pour 60 chercheurs<sup>19</sup>. Dans le cas des derniers, on retrouve le dynamisme déjà souligné des archéologues. Dans la catégorie « Université - HDR », qui reste ici la plus représentée, les interventions se répartissent de la manière suivante :

Tableau 2. Status, effectifs et nombre de conférences grand public

Statut	individus	conférences
Professeurs ou directeurs de recherche émérites ou honoraires	40	240
Professeurs, directeurs de recherche et MCF/Dr - HDR	94	386

374

Dans la première ligne, l'essentiel des interventions fut le fait de quelques individus, tels Jean-Paul Amat (39 interventions comme orateur principal), Rémy Cazals (56), Gerd Krumeich (21) et Antoine Prost (33). À eux seuls, ces quatre historiens représentent plus de 60 % des communications de cette première catégorie. À l'inverse, de nombreux membres de celle-ci n'ont tenu qu'une seule conférence.

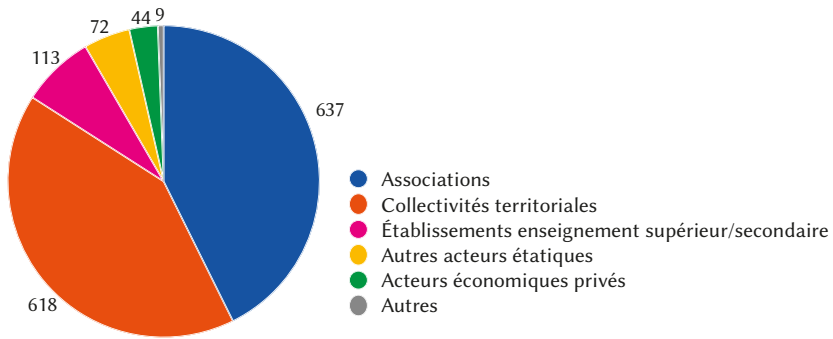
En somme, les intervenants sont en majorité des historiens contemporanéistes, rattachés à l'enseignement supérieur, même si le secondaire est bien représenté<sup>20</sup>. Qu'en est-il des structures organisatrices ? A-t-on plutôt affaire à des associations, ou bien à des acteurs institutionnels ? Les graphiques ci-après, explicités plus bas, présentent les différents acteurs et leur implication respective (en nombre de conférences)<sup>21</sup>.

19 Rappelons que chaque intervention grand public s'est vue attribuée à un orateur principal. Toutefois, dans de nombreux cas, et singulièrement dans celui des tables rondes, plusieurs historiens ont participé. Autrement dit, un intervenant peut se voir attribuer un nombre de conférences d'apparence réduite, alors qu'il a participé en sus à d'autres discussions. Ces dernières sont cependant rattachées à un autre spécialiste.

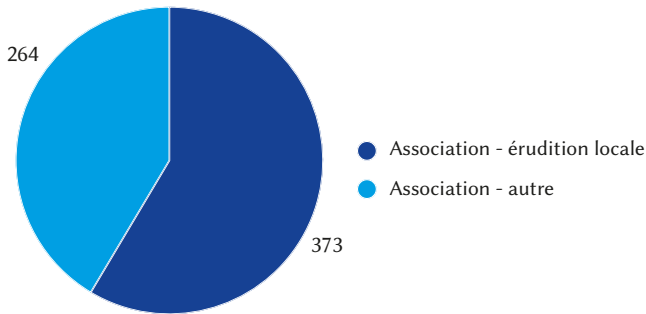
20 Une étude des âges a aussi été envisagée. Néanmoins, le relevé des années de naissance n'a pu être achevé de façon complète : les dates de naissances de 90 des 368 intervenants n'ont pu être trouvées, malgré des recherches dans le SUDOC et le VIAF. On a considéré que cette proportion (près du quart) était trop importante pour permettre de tirer des conclusions solides.

21 Comme pour la géographie et la distribution des conférences à travers le Centenaire, qui seront présentées plus bas, les « colloques grand public » n'apparaissent ici qu'une seule fois. En revanche, dans les statistiques précédentes sur les intervenants, chaque communication était prise en compte. Il en sera de même au moment d'étudier les thématiques abordées.

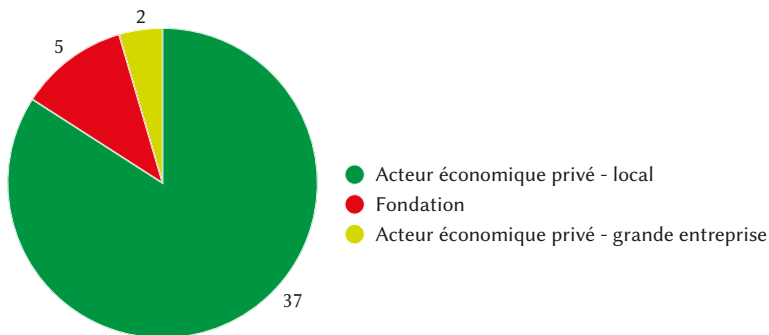




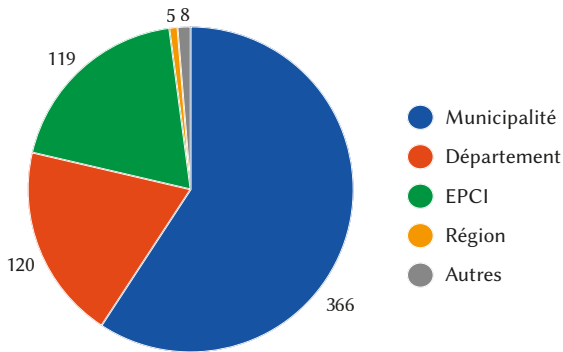
5. Typologie des acteurs impliqués dans l'organisation de conférences grand public (n=1493)



6. Associations organisatrices de conférences grand public (n=637)

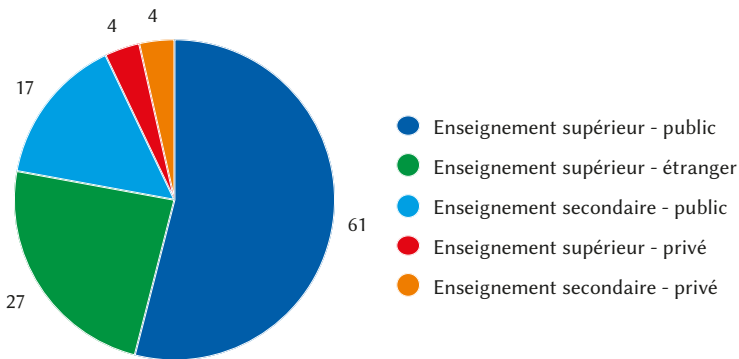


7. Acteurs privés organisateurs de conférences grand public sur la guerre de 14-18 (n=44)

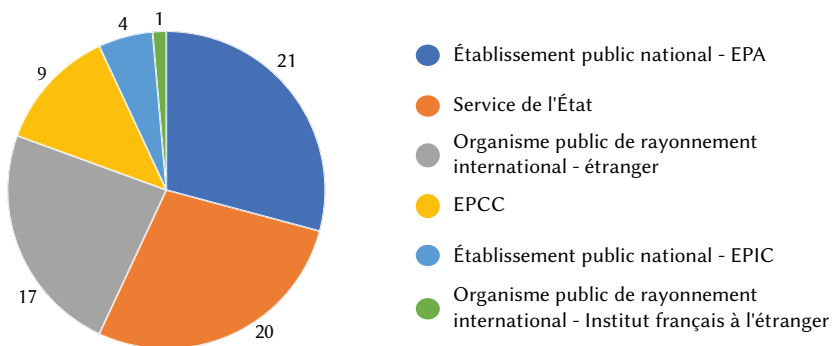


8. Collectivités territoriales organisatrices de conférences grand public sur la Grande Guerre (n=618)

376



9. Établissements d'enseignement et de recherche organisateurs de conférences grand public pendant le Centenaire (n=113)



10. Autres acteurs étatiques organisant des conférences grand public sur la guerre de 14-18 (n=72)

Pour chaque conférence, dans la mesure du possible, nous avons retenu le, ou les organisateurs principaux. Les « partenaires » n'apparaissent pas ici ; il s'agit uniquement des porteurs et réalisateurs du projet. Rassembler ces informations a été fastidieux, elles sont parfois manquantes car souvent oubliées des journalistes relatant les faits. Par ailleurs, il peut s'avérer difficile de faire la part entre l'action d'une « association des amis de X » (catégorie « association-érudition locale ») et le musée municipal qui accueille l'événement (« collectivités territoriales-municipalité ») : la ville est-elle aussi organisatrice ? Enfin, la grande variété des statuts des organismes au service de l'État ne rend pas la tâche plus aisée.

Quoi qu'il en soit, le poids des associations est indéniable : elles sont les premières organisatrices d'événements, comme de nombreux observateurs l'ont déjà souligné<sup>22</sup>. Parmi elles, les associations d'« érudition locale » (sociétés diverses d'histoire, d'archéologie, etc., rattachées à un territoire précis) sont majoritaires. Mais celles au périmètre d'action plus large apparaissent aussi en nombre (fig. 7). On y retrouve quelques grands acteurs de l'histoire et de la mémoire tels que l'Historial de Péronne, le CRID 14-18 ou encore les associations organisatrices de festivals<sup>23</sup>.

La deuxième grande série d'acteurs est aussi ancrée localement puisqu'il s'agit des collectivités territoriales. Ici, une légère entorse a été faite aux règles territoriales et administratives, puisque les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)<sup>24</sup> ont été intégrés à cet ensemble comme rang intermédiaire entre le département et la région. Terminons en explicitant la catégorie « collectivités – autres » : elle renvoie aux collectivités territoriales qui ne sont ni département ni région, comme la Corse (« collectivité de Corse »), la Nouvelle-Calédonie (« collectivité d'outre-mer à statut particulier ») et la Polynésie française (« collectivité d'outre-mer »). En tous les cas, les municipalités

- 22 François Bouloc et Cédric Marty, « Le centenaire de la Première Guerre mondiale en Aveyron, un bilan d'étape fin 2017 », art. cit., p. 9, et Rémy Cazals, « Un historien dans le Centenaire », *Observatoire du Centenaire*, <https://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/observatoire-du-centenaire/> (consulté le 1<sup>er</sup> août 2021), p. 2. Voir aussi les propos d'Anne Rasmussen rapportés dans Philippe Mesnard, « À la moitié du centenaire de 14-18. Entretien avec Anne Rasmussen et Nicolas Beaupré », *Mémoires en jeu*, 1, septembre 2016, p. 30-34.
- 23 Un parti politique complète cette première grande catégorie : Lutte ouvrière, dont la fête annuelle fut l'occasion d'une conférence historique en mai 2015. On y trouve également trois syndicats.
- 24 Concrètement, il s'agit des groupements de communes, dont les appellations peuvent varier : « communauté de communes », « d'agglomération » ou encore, pour la majorité des préfectures de régions, « X-métropole ». Même si des élus y siègent de droit et les dirigent, aucun suffrage n'est demandé pour ces postes spécifiquement, à la différence des collectivités.

puis les conseils départementaux (encore appelés « conseils généraux » au début du Centenaire) se distinguent nettement dans ce groupe. Ce constat insiste encore sur l'importance des dynamiques locales. Ces deux niveaux de collectivités sont pleinement impliqués dans le « Centenaire d'en bas » ; on les retrouve très souvent dans un rôle de co-organisatrices aux côtés des associations locales.

À l'inverse, l'implication des conseils régionaux est très faible. Elle fait écho au quadrillage mémoriel du territoire mis en place par la Mission du Centenaire : dans tous les départements furent installés des comités départementaux du Centenaire (CDC), une organisation qui rappelle celle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG). Dans les deux cas, il n'existe pas d'équivalent à l'échelle régionale. Du reste, les régions administratives n'existaient pas à l'époque de la Grande Guerre. Il s'agit par conséquent de structures qui, à la différence des départements, ne portent pas en elles-mêmes l'histoire ni le souvenir du conflit. Soulignons également que les archives sont organisées en niveaux municipaux et départementaux. Là non plus, l'échelon régional n'existe pas, alors même que ces services de conservation ont fait preuve d'un réel dynamisme. Ainsi la région n'est-elle pas porteuse d'histoire, fût-ce sous la forme brute d'une archive. Enfin, le calendrier de la réforme des régions, concomitant au Centenaire, a pu rendre difficile la mise en œuvre de politiques d'envergures. D'ailleurs, si certains découpages de régions étaient déjà, avant la réforme, plus fonctionnels (Île-de-France ou Centre, par exemple) qu'identitaires (Bretagne, Auvergne), les nouveaux tracés forment d'immenses ensembles, auxquels le rattachement affectif est encore moins évident. À cet égard, la région ne répond pas à l'injonction locale qui, nous y reviendrons, est à la base de la mobilisation dans le Centenaire.

En troisième lieu, on relève l'implication des structures d'enseignement. Notons que la place assez restreinte des établissements d'enseignement secondaire ne dit rien de l'engagement global de l'Éducation nationale dans le Centenaire. N'ont été relevées, rappelons-le, que les conférences ouvertes à un public large. Or de très nombreuses actions furent mises en œuvre par les collèges, lycées, et rectorats autour de la Grande Guerre à la destination spécifique des enseignants ou des élèves<sup>25</sup>. Plus rares, donc, furent celles ouvertes au grand public. Les universités organisèrent parfois des cycles de conférences, ce fut le cas en 2014 à Nancy et à Pau, par exemple. À Paris, l'EHESS a également consacré plusieurs soirées à la Grande Guerre. De nouveau, le dynamisme de l'Institut historique allemand transparait à travers les événements d'un « établissement d'enseignement supérieur étranger ».

25 Voir, à ce sujet, la contribution de Nicolas Charles et Alexandre Lafon (dir.), *Le Centenaire à l'école. Un laboratoire pédagogique*, préface de Jean-Michel Blanquer, Paris, Mission du Centenaire, 2019.

La catégorie « acteurs étatiques », quant à elle, met en avant le rôle de divers organismes publics aux statuts variés. On y trouve les établissements publics de coopération culturelle (EPCC), structures mettant en relation des collectivités territoriales, et parfois l'État central. C'est le statut qui régit nombre de grandes institutions culturelles d'intérêt local et national, comme, depuis janvier 2018, le Mémorial de Verdun. Les établissements publics à caractère administratif (EPA) sont le Louvre, la Bibliothèque nationale de France, le Musée du quai Branly, l'ONACVG, etc. De structure comparable, les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) sont financés par l'État mais aussi par leurs prestations, sources de revenus. On trouve ici l'Office national des forêts, l'Institut national de l'audiovisuel, ou encore la Réunion des musées nationaux. Le choix a été fait d'associer à ces structures le Service historique de la Défense et les ministères de la Défense et des Armées, celui des Anciens Combattants, ainsi que la Mission du Centenaire, en qualité de services de l'État, même si, là encore, les statuts diffèrent. Enfin, la sous-catégorie « organisme de rayonnement international » renvoie aux ambassades et aux institutions culturelles implantées hors des frontières. Pour le cas français, cet ensemble sera plus utile au moment de traiter des conférences faites à l'étranger. Cela dit, des organes de ce genre liés à d'autres pays sont présents à Paris (l'Institut Goethe, par exemple).

Enfin, la **fig. 8** est consacrée aux acteurs privés. Des fondations en font partie, comme le Mémorial de la Shoah ou encore l'Institut du monde arabe, à Paris, mais aussi des entreprises, telles que La Poste ou le groupe allemand Würth. Mais on note aussi et surtout la présence d'acteurs économiques locaux. Ainsi, certaines librairies proposèrent de nombreuses interventions d'historiens, venus présenter et dédicacer leurs ouvrages. Ombres blanches, à Toulouse, en est un très bon exemple. Ce sous-ensemble est aussi constitué, quoique dans une moindre mesure, de restaurants ou de cafés organisant eux-mêmes une programmation culturelle. On peut citer cette fois l'Auberge de la Treille, en Touraine. De nouveau, l'ancrage territorial du Centenaire se manifeste. On verra plus bas que l'inscription dans le territoire du récit de la Grande Guerre est une attente manifeste du grand public. L'implication de ces acteurs locaux répond au désir d'une lecture locale de la guerre.

Cette typologie des acteurs, hélas incomplète faute d'une étude des publics des conférences, montre avec clarté premièrement l'implication des acteurs locaux issus du monde associatif ou des collectivités territoriales, et deuxièmement la mobilisation historique et universitaire massive, essentiellement française. On peut comprendre les mots de Nicolas Offenstadt, prononcés en décembre 2014, à la fin de la table ronde organisée par l'EHESS à l'Institut historique allemand (Paris). À un auditeur qui considérait « manqué » le « rendez-vous entre les passionnés et les historiens », il avait répondu : « Je crois qu'il y a eu un grand

effort au contraire [...]. Les historiens ont publié, ils se sont déplacés, toute la France a été couverte, il n'y a pas un canton qui n'ait pas eu un historien de 14-18 pour venir discuter de la guerre<sup>26</sup> ».

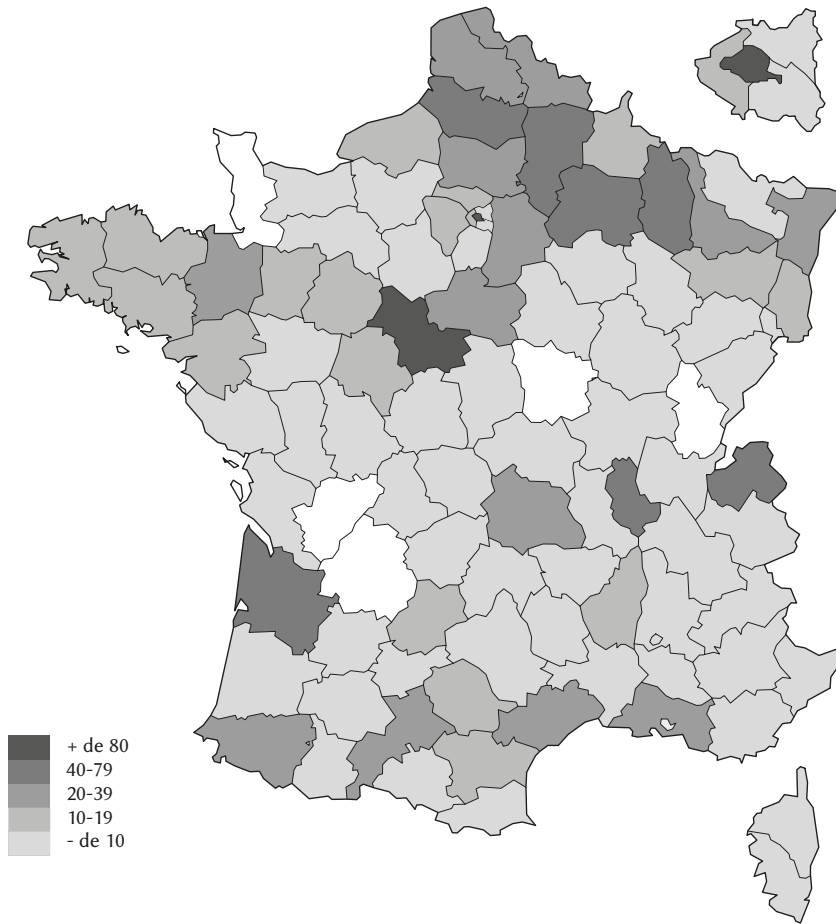
Pour autant, dans le numéro que la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* consacrait au Centenaire, il notait toute la complexité de la géographie de la mémoire, prenant pour exemple les « unes » de la presse régionale le 11 novembre 2010, aux contenus très inégaux<sup>27</sup>. Qu'en est-il alors des conférences, entre ce retrait de certains espaces et l'injonction à commémorer propre au Centenaire ? Quelles furent les régions les plus parcourues en 2012-2019 par les spécialistes ? Certaines sont-elles restées en marge de ce vaste mouvement de vulgarisation ? Ce travail est l'occasion d'une géographie du Centenaire, à la lumière des conférences grand public.

Ici, les « colloques grand public » n'apparaissent chacun qu'une seule fois, eussent-ils compté plusieurs communications réalisées par des spécialistes entrant dans le cadre de l'étude. Ils sont en effet très limités dans le temps (d'une demi-journée à deux jours), à la différence des cycles de conférences qui offrent, eux, plusieurs rendez-vous. En attribuant à une localité une dizaine d'interventions sur une période aussi restreinte, dans un seul et même événement, nous avons considéré que les résultats étaient biaisés. Par exemple, la ville d'Auxerre a accueilli l'un de ces colloques en novembre 2013. Huit communications y furent assurées par des chercheurs. Pour autant, aucune autre conférence ne fut tenue sur les rives de l'Yonne par un spécialiste pendant la période du Centenaire. Compter l'ensemble des interventions d'un colloque aboutit à un biais évident, exagérant le dynamisme d'une localité. Ce n'est pas le cas d'un festival, plus étendu dans le temps, mais surtout répété au fil des ans.

La France n'a pas été couverte dans sa totalité. Si l'échelle cantonale n'a pas été retenue pour cette étude, on observe que plusieurs départements ou collectivités n'ont pas accueilli de représentant du monde de la recherche. Les cartes et les tableaux suivants montrent la répartition géographique des conférences tenues en métropole et dans les territoires d'outre-mer, de 2012 au début de 2019.

26 Nicolas Offenstadt, lors de la table ronde dédiée au Centenaire organisée à l'IHA, Paris, le 4 décembre 2014 (voir note 8).

27 *Id.*, « Pratiques contemporaines de la Grande Guerre en France », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 113-114, « Mémoires de la Grande Guerre », dir. Benjamin Gilles et Nicolas Offenstadt, 2014, p. 91.



11. Cartographie des conférences grand public dans la métropole française (2012-2019)

Ainsi, 5 départements ne sont pas représentés dans la base de données. Correspondant chacun à ce que fut « l'arrière » au moment du conflit, ils sont par ailleurs particulièrement ruraux par leur population et leur structure : aucune des grandes métropoles nationales ne s'y trouve. Ces difficultés sont partagées avec les 49 départements de la catégorie supérieure (« moins de 10 conférences »)<sup>28</sup>. Beaucoup de ces départements figurent sur la « diagonale des faibles densités », autre outil commode de représentation de la ruralité en déclin. Du nord au sud, le Territoire-de-Belfort, la Haute-Marne, la Haute-Saône, le Doubs et le Jura, l'Ain,

<sup>28</sup> La Seine-Saint-Denis est ici une exception notable. Département essentiellement urbain, elle est cependant elle aussi marquée par des difficultés économiques et sociales structurelles. Par ailleurs, une partie de sa population, issue d'une immigration récente (bien que beaucoup soient originaires des anciennes colonies, mises à contribution pendant le conflit), n'a peut-être pas trouvé sa place dans ce cycle commémoratif national. Cette délicate question mérite une plus large étude.

l'Yonne et la Nièvre, l'Allier, le Cantal, la Loire et la Haute-Loire, la Vienne et la Haute-Vienne, la Creuse, la Dordogne, les Landes, le Gers, les Pyrénées-Orientales et les Hautes-Pyrénées s'inscrivent sur ce tracé. Si on a bien affaire ici à une série de handicaps, il convient de se garder de tout déterminisme. Nous le verrons, certains départements très ruraux, et pas seulement ceux du front, témoignent, au prisme des conférences grand public, d'une certaine vivacité mémorielle.

Quoi qu'il en soit, un constat analogue peut s'opérer dans les territoires ultramarins (départements, régions et collectivités d'outre-mer [DROM-COM]).

Tableau 3. Conférences dans les DROM et COM (2012-2018)

Conférences	Département / collectivité
Plus de 10 conférences	-
Moins de 10 conférences	Nouvelle-Calédonie (9), La Réunion (5), Guadeloupe (1) Polynésie française (1)
Aucune conférence identifiée	Martinique, Guyane, Wallis et Futuna, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte

382

Comme le montre le tableau ci-dessus, seule la Nouvelle-Calédonie a accueilli plus de 5 conférences. Ceci s'explique par l'histoire de l'île et le souvenir de la révolte kanak de 1917. Les interventions historiennes se proposèrent ainsi souvent de resituer cet épisode dans le contexte de la Grande Guerre. En revanche, la Martinique est absente de la base de données, de même que la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, Wallis et Futuna et Mayotte. L'éloignement du conflit et une participation parfois quasi nulle permettent d'expliquer ces observations. Par exemple, le statut de Wallis-et-Futuna était encore incertain au moment du conflit, entre protectorat et annexion. La faible importance stratégique de ces îles et terres situées hors d'atteinte de la Triple Alliance y a certainement atténué encore l'impact du conflit, même si des hommes furent envoyés sur le front. La taille et les effectifs réduits des structures universitaires locales complètent cette explication. Attention, en métropole comme outre-mer, l'absence de conférence tenue par un scientifique ne signifie pas l'absence d'événement, et encore moins le vide commémoratif. Le silence ultra-marin n'est pas si assourdissant qu'il y paraît : dans le cas de La Réunion, l'interview de Stéphane Gombaudo par Nicolas Offenstadt publiée sur le site *Observatoire du Centenaire* rapporte de nombreuses actions, et insiste sur la pluralité des acteurs engagés<sup>29</sup>.

À l'extrême inverse de ces territoires de l'arrière, les anciens départements du front se dégagent largement en tête du premier tableau. Ici, l'appartenance

29 Nicolas Offenstadt, « Le centenaire de la Grande Guerre à La Réunion, interview de Stéphane Gombaudo », *Observatoire du Centenaire*, <https://observatoireducentenaire.pantheonsorbonne.fr/centenaire-regions> (consulté le 1er août 2021), p. 2-3.



pourtant pleine et certaine à la diagonale des faibles densités ne crée pas les mêmes effets. Non seulement la mémoire de la guerre joue à plein, mais les potentialités événementielles du Centenaire sont perçues comme telles. On comprend ainsi aisément les 67 conférences tenues dans la Somme, les 59 dans la Marne, les 54 interventions dans la Meuse et les 45 autres dans l'Aisne. Ces quatre départements concentrent à eux seuls 225 communications, soit plus de 15 % des 1 487 recensées. La Somme, qui profite de la vivacité événementielle de l'Historial de Péronne, se place en tête de ce quatuor. La Marne a quant à elle été portée par le programme ambitieux de la Ville de Reims, réparti sur chaque année, de 2014 à 2018. La Meuse bénéficie manifestement du statut mémoriel de la bataille de Verdun, sans commune mesure en France<sup>30</sup>, et supérieur à celui du Chemin des Dames dont le théâtre, l'Aisne, apparaît légèrement en retrait. On peut ajouter à ces départements le Pas-de-Calais (28 événements) et la Meurthe-et-Moselle (26), qui ont aussi vécu les combats. Le cas des départements occupés est cependant moins tranché. Les Ardennes figurent en bas de tableau, avec seulement 11 conférences ; le Nord en compte 25. Quant à la Moselle, aux Bas- et Haut-Rhin, allemands de 1871 à 1919, les résultats y sont inégaux : la première n'a accueilli que 8 conférences ; en revanche le Bas-Rhin et le Haut-Rhin se détachent davantage (respectivement 31 et 18 prises de parole scientifiques). Il n'est pas étonnant de voir Strasbourg rassembler le plus d'événements. Ville universitaire, c'est surtout une ville d'envergure et de fonction européenne, qui a pu bénéficier de la tonalité pro-européenne insufflée au Centenaire.

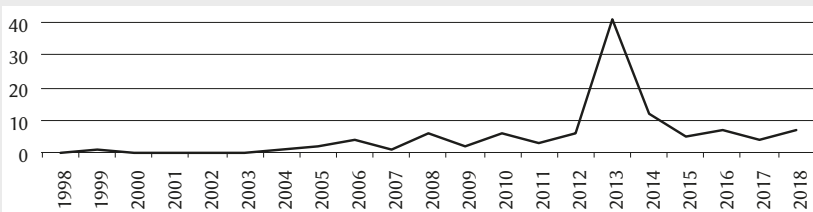
Attardons-nous enfin sur les cas de Paris et du Loir-et-Cher, qui occupent le haut du tableau. Le second profite évidemment de son festival annuel, organisé chaque automne par le Centre européen de promotion de l'histoire : les « Rendez-vous de l'histoire ».

Paris dépasse de loin le Loir-et-Cher et tous les autres départements, avec ses 166 conférences. Sa centralité culturelle, intellectuelle et universitaire, peut-être aussi plus simplement sa démographie, sont autant d'éléments classiques d'explication qui semblent fonctionner ici. Gardons-nous toutefois de faire de Paris un ensemble homogène. Certains arrondissements sont ainsi très dynamiques, en fonction, largement, des institutions culturelles et historiques qui y sont implantés. On peut ainsi citer l'Institut historique allemand (dans le III<sup>e</sup> arrondissement), qui a organisé plusieurs cycles de conférences et accueilli de nombreux événements, ou encore la BnF et l'Institut du monde arabe. À l'inverse, le X<sup>e</sup> arrondissement n'a accueilli aucune conférence.

30 Voir sur ce sujet Antoine Prost et Gerd Krumeich, *Verdun 1916*, Paris, Tallandier, 2015.

## La Grande Guerre aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois 2012-2018: un « effet Centenaire » ?

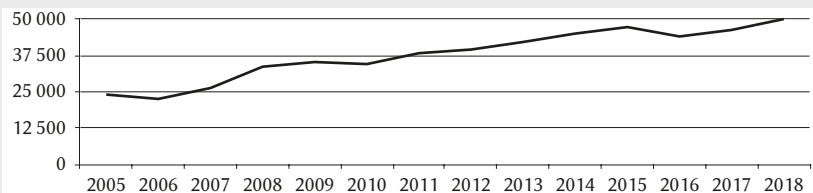
Le festival rassemble chaque année au mois d'octobre des spécialistes et amateurs d'histoire autour d'un thème central. C'est le grand moment de vulgarisation en France, à Blois. Un tel événement ne pouvait passer à côté du Centenaire. L'association a pris en compte l'agenda mémoriel dans ses programmations. Ce fut particulièrement le cas en 2013, lorsque le sujet retenu fut « La guerre ». L'année précédente, « Les paysans » avaient été à l'honneur. En 2014 vinrent « Les rebelles », en 2015 « Les empires », en 2016 le thème « Partir » et en 2017 « Eurêka ». Enfin, en octobre 2018, ce fut au tour de la « Puissance des images » d'être mise en exergue. Autrement dit, en ce qui concerne Blois, le choix a été fait de lancer en quelque sorte la séquence du Centenaire en créant un temps fort en 2013, choix qui a permis d'interroger la commémoration à venir. Par conséquent, c'est de loin l'édition des « Rendez-vous » de l'année 2013 où la Première Guerre mondiale a donné lieu au plus grand nombre de conférences, comme le démontre sans détour le graphique ci-dessous.



12. « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, nombre de communications portant sur la Grande Guerre par édition (1998-2018)

Notons toutefois que dès 2012 et jusqu'en 2018, la Mission du Centenaire fut présente au festival, organisant des tables rondes dans le cadre des « cartes blanches » et disposant d'un espace propre au Salon du livre associé à partir de 2013.

En tout cas, les chiffres de fréquentation du festival, présentés ci-dessous, ne montrent pas d'inflexion notable en corrélation avec l'importance donnée à la Grande Guerre dans le programme. La seule légère rupture est la conséquence vraisemblable des attentats de novembre 2015. En d'autres termes, la Grande Guerre, en 2013, n'attirait pas particulièrement davantage qu'un autre sujet : ici, pas « d'effet Centenaire ».



13. « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, nombre de visiteurs par an (2005-2018)

En dehors de ces deux premiers exemples, plusieurs points retiennent l'attention. Tout d'abord, le dynamisme des départements abritant une ville universitaire ressort assez nettement. C'est le cas de Bordeaux et de la Gironde, de Montpellier et de l'Hérault, de Marseille et des Bouches-du-Rhône, de Lyon et du Rhône, d'Orléans et du Loiret, de Toulouse et de la Haute-Garonne. On pourrait ajouter à cet ensemble le cas de Clermont-Ferrand, qui polarise largement l'Auvergne, dont l'attractivité est sans commune mesure avec les autres villes de la région. L'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique ont aussi avec Rennes et Nantes deux centres importants d'enseignement supérieur.

Mais ici se croisent peut-être plusieurs explications. D'abord, dans le cas breton, on peut associer les Côtes-d'Armor (19), le Morbihan (19), le Finistère (12) à l'Ille-et-Vilaine (33) et à la Loire-Atlantique (16), et remarquer qu'ensemble, ces départements qui formaient jadis la Bretagne<sup>31</sup> témoignent d'un certain dynamisme mémoriel, puisqu'ils comptent 99 conférences au total. On peut mettre ceci en relation avec la permanence de questions et mythes mémoriels régionaux, tels que celui d'une surexposition délibérée des Bretons au feu et – ce qui est lié – celui des 240 000 soldats morts<sup>32</sup>. Erwan Le Gall, qui a tenu à lui seul 28 conférences, suggère par ailleurs d'y voir un écho au repli identitaire qui s'est fait sentir en Bretagne dans le sillage des « Bonnets rouges » (2013)<sup>33</sup>.

Enfin, certains départements se démarquent du reste de l'Hexagone en vertu de l'activité d'un historien. C'est le cas, indéniablement, de la Haute-Savoie et de la Savoie : sur les 51 conférences qui s'y tinrent, 46 furent prononcées par Sébastien Chatillon-Calonne. Cette situation singulière de quasi-monopole et d'hyperactivité ne s'observe nulle part ailleurs dans ces proportions. D'autres inlassables porteurs de la parole historique se distinguent néanmoins, comme Rémy Cazals, qui a délivré plus d'un tiers des communications recensées en Occitanie, sans se réserver au seul public toulousain. On pourrait trouver d'autres exemples encore, tels ceux de Stéphane Tison autour du Mans, de Chantal Antier en Seine-et-Marne, ou du géologue Daniel Hubé dans la région Centre.

Au total, la géographie qui s'exprime ici complète celles proposées dans les autres contributions, par Elisa Marcobelli s'agissant des colloques, et par Bérénice Zunino concernant les expositions. Dans tous les cas, Paris domine, suivi

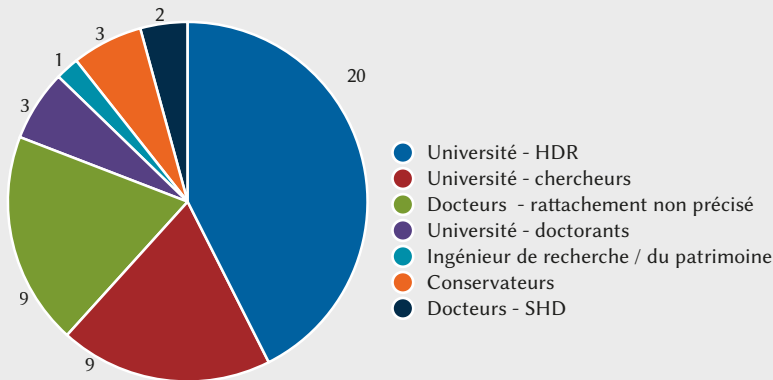
31 La « Loire-Inférieure » fut administrativement bretonne jusqu'en 1955. On inclut par conséquent sa successeuse, dite « Loire-Atlantique », à ce passage sur la mémoire bretonne.

32 Voir à ce sujet Erwan Le Gall, Yann Lagadec et Michaël Bourlet (dir.), *Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes, PUR, 2013 ; et Didier Guyvarc'h et Yann Lagadec, *Les Bretons et la Grande Guerre*, Rennes, PUR, 2013.

33 Erwan Le Gall, dans un échange électronique, août 2018.

## Les spécialistes français de la Grande Guerre dans le monde Statuts, destinations, organisateurs

D'après la base de données, 113 conférences furent tenues dans le monde par 47 scientifiques français<sup>a</sup>. Parmi eux, les professeurs, directeurs de recherches (dont émérites et honoraires) et maîtres de conférence forment le plus gros contingent. La « visibilité » offerte par un poste en université peut être avancée comme explication. Cette fois, la place des historiens est véritablement écrasante, puisqu'on compte seulement un archéologue et une spécialiste de la littérature dans cet ensemble.



14. Statut des spécialistes intervenus à l'étranger (n=47)

Où s'exprimèrent-ils ? Le tableau ci-dessous présente un classement par pays et continents de leurs destinations. Les noms apparaissant en gras sont ceux des pays ayant été impliqués dans le conflit.

Tableau 4. Les conférences françaises à travers le monde

Conférences	Pays (nombre de conférences)
Plus de 20	<b>Allemagne</b> (29)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	<b>Congo</b> (11)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	<b>États-Unis d'Amérique</b> (8), <b>Belgique</b> (7), <b>Gabon</b> (7), <b>Angleterre</b> (5), <b>Canada</b> (5) Suisse (5)
Moins de 5	<b>Lettonie</b> (4), <b>Monaco</b> (4), <b>Atlantique</b> (3), <b>Djibouti</b> (3), <b>Chine</b> (3), <b>Italie</b> (2), <b>Serbie</b> (2), <b>Japon</b> (2), <b>Arabie saoudite</b> (1), <b>Arménie</b> (1), <b>Australie</b> (1), <b>Autriche</b> (1), <b>Émirats arabes unis</b> (1), <b>Espagne</b> (1), <b>Estonie</b> (1), <b>Luxembourg</b> (1), <b>Pologne</b> (1), <b>République tchèque</b> (1), <b>Roumanie</b> (1), <b>Slovaquie</b> (1), <b>Vanuatu</b> (1)

Sans surprise, d'anciens pays mobilisés ou occupés pendant le conflit sont les plus représentés. L'Europe concentre 59,2 % des interventions, en particulier en Allemagne, qui apparaît loin devant l'Angleterre. L'amitié franco-allemande, l'Union européenne et le Brexit ont ainsi largement pris le pas sur les anciennes alliances. On retrouvera plus loin cette tendance. Ensuite, la place de l'Afrique est elle aussi remarquable : le Gabon et le Congo accueillirent des cycles originaux sur la Grande Guerre et leurs implications respectives.

Mais la lecture à proposer de cette présence française est délicate. Témoigne-t-elle d'un Centenaire international, voire mondial, ou bien est-ce plutôt un Centenaire français qui s'invite et s'exporte, voire s'installe hors de France ? L'importance de la catégorie « organisme public de rayonnement international » parmi les organisateurs autorise à considérer sérieusement la deuxième proposition. En effet, sur ces 113 manifestations, 45 furent organisées ou co-organisées par un institut français de l'étranger, et deux par des ambassades françaises. En 2017, la Mission du Centenaire mit en place avec la Mission culturelle et universitaire française aux États-Unis un partenariat emblématique de cet effort de promotion du savoir français à l'occasion du Centenaire. 14 manifestations furent prévues : concerts, expositions, projections, remise de prix mais aussi un « *road-trip* universitaire ». Organisé à l'automne comme une véritable tournée, il fut l'occasion de journées d'études dans les universités de Washington, New-York, Raleigh, Boston et Chicago. À chaque étape se tinrent également des conférences ou tables rondes ouvertes au grand public.

On a donc affaire à une présence historique qui touche tous les continents, mais dans des proportions très inégales : en Europe, l'Allemagne attire la majorité des prestations françaises ; l'Amérique du Sud, très en retrait pendant le conflit, est complètement délaissée. Cette image du rayonnement de l'historiographie française peut être complétée par l'analyse de la participation des historiens et autres spécialistes français à des colloques à l'étranger, premièrement, et deuxièmement par un inventaire de l'exportation et la traduction de leurs ouvrages<sup>b</sup>.

- a Ces chiffres sont toutefois à considérer avec plus de précaution que les autres de cette étude : les recherches internet complétant les réponses aux enquêtes furent plus délicates à réaliser, se trouvant pour ainsi dire diluées dans le monde entier.
- b Voir à ce sujet les contributions d'Elisa Marcobelli sur les colloques scientifiques et de Nicolas Patin sur les publications.

des départements du front ou qui furent occupés. L'ampleur de la distribution varie cependant. Si les colloques scientifiques sont absents de près de la moitié des départements métropolitains (47 sur 95), ce n'est pas le cas des conférences grand public, et encore moins des expositions : tous les départements ont accueilli au moins une exposition labellisée par la Mission du Centenaire<sup>34</sup>. Quoiqu'il en soit, et outre cette activité hexagonale soutenue, les conférences grand public ont aussi contribué à un certain rayonnement dans le monde.

En somme, si l'on se fie à l'indicateur que constituent les conférences destinées au grand public, le Centenaire s'est déployé en France sans grande originalité, en respectant la distribution des champs de batailles de la Grande Guerre, d'une part, et de l'autre en confirmant le dynamisme des territoires. Quelques « points chauds » mémoriels ressortent, et quelques engagements locaux de spécialistes distinguent ponctuellement un espace donné. Mais, dans l'ensemble, la géographie qu'on vient de dessiner était prévisible : Paris domine le pays, suivi des grandes villes universitaires et des départements du front. Les zones rurales en difficultés et éloignées des champs de bataille restent en retrait, sinon en marge. À cette tension spatiale s'ajoute une dialectique temporelle : de 2012 à 2019, les mois qui se succèdent n'ont pas tous donné lieu au même nombre de conférences.

388

#### CHRONOLOGIE : LES CONFÉRENCES À TRAVERS LE TEMPS DU CENTENAIRE

En janvier 2015, Rémy Cazals notait dans une contribution à l'*Observatoire du Centenaire* avoir eu une activité très dense l'année précédente : 14 colloques universitaires, 29 conférences grand public, trois conférences pédagogiques, 15 interventions en lien avec les médias. Il indiquait en outre avoir prêté sa plume à 7 articles, préfaces ou postfaces. Il ajoutait :

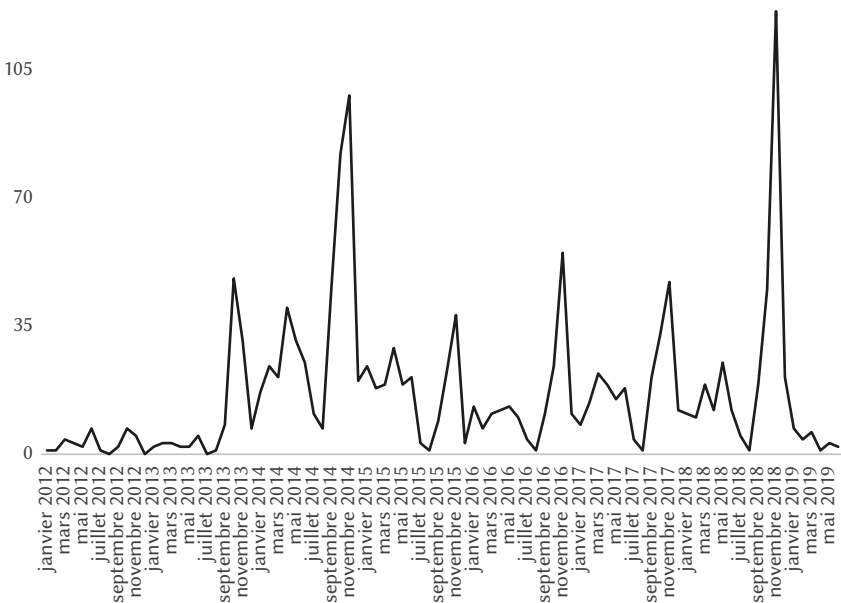
Mon calendrier prévisionnel pour 2015 ne compte que des colloques universitaires ; cela donne l'impression que les associations et les structures locales en ont terminé avec la Grande Guerre, et vont passer à autre chose. Cette impression demandera à être validée<sup>35</sup>.

34 À ce sujet, voir en complément de la géographie proposée ici celle présentée par la Mission du Centenaire à partir de ses fichiers de labellisations : Nadia Wainstain, *Bilan territorial 2013-2018 du centenaire de la Première Guerre mondiale*, Mission du Centenaire, 2019 ([https://web.archive.org/web/20210429111907/https://www.centenaire.org/sites/default/files/references-files/bilan\\_territorial.pdf](https://web.archive.org/web/20210429111907/https://www.centenaire.org/sites/default/files/references-files/bilan_territorial.pdf), consulté le 1<sup>er</sup> août 2021).

35 Rémy Cazals, « Un historien dans le Centenaire », art. cit., p. 1-2.

Le graphique ci-dessous permet de mettre en contexte l'évolution du nombre de conférences données par mois<sup>36</sup>. Les rythmes sont clairs : après une année 2013 comptant 112 conférences au total, on observe une explosion en 2014 (421), une stabilisation en 2015 (197), 2016 (172) et 2017 (212) et une nouvelle augmentation en 2018 (303). En dépit de l'apparence du graphique, dont le plus haut pic concerne novembre 2018, c'est bien l'année 2014 qui a connu le plus grand dynamisme événementiel, étalé tout au long de l'année. Pour l'année 2019, seules 24 conférences grand public ont été repérées, mais ce résultat est à considérer avec prudence, dans la mesure où les recherches ont été terminées en avril 2019.

140



15. Distribution des conférences grand public dans le temps du Centenaire (n=1487) 10 conférences n'ont pu être précisément datées. Elles n'apparaissent donc pas ici.

Les « Rendez-vous de l'histoire » de Blois expliquent le premier pic, en octobre 2013. Cela mis à part, ce sont très nettement 2014 et 2018 qui comptent le plus de conférences et se démarquent des autres années. Si chaque mois de novembre se manifeste par l'augmentation nette des manifestations, celui de 2014 atteint un sommet, dépassé seulement en 2018. Pourtant, le 11 novembre 1914 n'est en rien une date historique ; celui de 1913 non plus. On remarque néanmoins que près de 30 conférences se sont tenues en novembre 2013.

36 De nouveau, les « colloques grand public » n'apparaissent qu'une fois chacun.

Ces premières observations peuvent être complétées des tableaux suivants, qui croisent géographie et histoire du Centenaire<sup>37</sup>. Pour des raisons mentionnées plus haut, la Somme (Historial de la Grande Guerre) et le Loir-et-Cher (« Rendez-vous de Blois ») apparaissent souvent en haut du classement. Pour le reste, ces tableaux exposent avec clarté le parallélisme précis entre le déroulement du conflit et les distributions chronologique et spatiale de sa mémoire. En 2014, des départements variés se sont impliqués pour commémorer et comprendre l'entrée de la France entière dans le conflit. Mais on pouvait déjà noter la place particulière de la Marne, en écho aux combats qui s'y sont déroulés en 1914. En 2016, c'est la Meuse qui se distingue ; de nombreuses conférences s'y tiennent sur la bataille de Verdun et l'année 1916. Quant à l'Aisne, en retrait auparavant, elle fait preuve d'un plus grand dynamisme événementiel en 2017, cent ans après le Chemin des Dames. L'année 2018 est, à l'instar de 2014, moins contrastée : toute la France trouve à s'intéresser à la fin du conflit.

390

Tableau 5 : Distribution géographique des conférences grand public en 2013

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Loir-et-Cher (41)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	-
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Paris (8), Aisne (7)
Moins de 5	Somme (4), Meuse (4), Charente-Maritime (4), Tarn-et-Garonne (4), Rhône (3), Bas-Rhin (3), Haute-Savoie (3), Indre-et-Loire (2), Marne (2), Hérault (2), Ille-et-Villaine (2), Seine-et-Marne (2), Meurthe-et-Moselle (2), Oise (2), Nord (2), Haute-Garonne (2), Haut-Rhin (1), Gironde (1), Pas-de-Calais (1), Loiret (1), Lot (1), Tarn (1), Vosges (1), Nouvelle-Calédonie (1), Savoie (1), Allier (1), Lot-et-Garonne (1), Yonne (1), Hautes-Alpes (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

37 En raison de la réserve déjà exprimée plus haut, le choix a été fait d'en rester ici aux années 2013 à 2018.



Tableau 6. Distribution géographique des conférences grand public en 2014

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Paris (53)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Ille-et-Vilaine (18), Marne (17), Rhône (14), Bouches-du-Rhône (14), Loir-et-Cher (13), Hérault (13), Loiret (11), Pyrénées-Atlantiques (11), Meurthe-et-Moselle (10), Oise (10), Puy-de-Dôme (10)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Somme (9), Nord (9), Gironde (9), Aisne (8), Haute-Garonne (8), Bas-Rhin (7), Haute-Savoie (7), Sarthe (7), Finistère (7), Seine-et-Marne (6), Côtes d'Armor (6), Corrèze (6), Meuse (5), Haut-Rhin (5), Pas-de-Calais (5), Loire-Atlantique (5), Morbihan (5), Saône-et-Loire (5)
Moins de 5	Lot (4), Val-de-Marne (4), Essonne (4), Hauts-de-Seine (4), Aude (4), Moselle (4), Haute-Vienne (4), Charente-Maritime (3), Tarn (3), Seine-Maritime (3), Val-d'Oise (3), Indre (3), Drôme (3), Loire (3), Alpes-Maritimes (3), Eure-et-Loir (3), Haute-Corse (3), Nouvelle-Calédonie (2), Vaucluse (2), Yvelines (2), Ardèche (2), Mayenne (2), Aube (2), Orne (2), Aveyron (2), Gard (2), Vienne (2), Calvados (2), Cantal (2), Lozère (2), Deux-Sèvres (2), Doubs (2), Territoire de Belfort (2), Tarn-et-Garonne (1), Indre-et-Loire (1), Savoie (1), Allier (1), Lot-et-Garonne (1), Yonne (1), Ardennes (1), Isère (1), Cher (1), Haute-Marne (1), Haute-Loire (1), La Réunion (1), Eure (1), Seine-Saint-Denis (1), Gers (1), Maine-et-Loire (1), Guadeloupe (1), Polynésie Française (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

391

SYLVAIN DELPEUT Les conférences grand public, vecteur de vulgarisation

Tableau 7. Distribution géographique des conférences grand public en 2015

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Paris (20)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Somme (13)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Marne (8), Bouches-du-Rhône (8), Pas-de-Calais (8), Hérault (7), Rhône (6), Aisne (6), Haute-Savoie (6), Seine-Maritime (6), Loir-et-Cher (5), Oise (5), Haut-Rhin (5), Mayenne (5)
Moins de 5	Nord (4), Essonne (4), Hauts-de-Seine (4), Ille-et-Vilaine (3), Meuse (3), Loire-Atlantique (3), Morbihan (3), Val-de-Marne (3), Aude (3), Val-d'Oise (3), Nouvelle-Calédonie (3), Var (2), Meurthe-et-Moselle (2), Gironde (2), Bas-Rhin (2), Sarthe (2), Seine-et-Marne (2), Saône-et-Loire (2), Tarn (2), Drôme (2), Aveyron (2), Indre-et-Loire (2), Vosges (2), Corse-du-Sud (2), Landes (2), Loiret (1), Haute-Garonne (1), Finistère (1), Côtes d'Armor (1), Corrèze (1), Moselle (1), Charente-Maritime (1), Vaucluse (1), Yvelines (1), Ardèche (1), Aube (1), Orne (1), Calvados (1), Cantal (1), Lozère (1), Allier (1), Lot-et-Garonne (1), Isère (1), Cher (1), Haute-Marne (1), Maine-et-Loire (1), Haute-Saône (1), Côte d'Or (1), Hautes-Pyrénées (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

Tableau 8. Distribution géographique des conférences grand public en 2016

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Meuse (21)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus) conférences	Paris (14), Somme (14)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Haute-Savoie (8), Loir-et-Cher (7), Bas-Rhin (7), Yvelines (7), Marne (6), Rhône (6), Gironde (5), Indre-et-Loire (5), Loiret (5), Pyrénées-Atlantiques (5)
Moins de 5	Pas-de-Calais (4), Seine-et-Marne (4), Bouches-du-Rhône (3), Aisne (3), Ille-et-Vilaine (3), Meurthe-et-Moselle (2), Tarn (2), Côtes d'Armor (2), Aube (2), Côte d'Or (2), Lot (2), Haute-Loire (2), Hérault (1), Seine-Maritime (1), Oise (1), Haut-Rhin (1), Mayenne (1), Nord (1), Aude (1), Val-d'Oise (1), Nouvelle-Calédonie (1), Haute-Garonne (1), Finistère (1), Orne (1), Calvados (1), Cantal (1), Allier (1), Isère (1), Cher (1), Haute-Marne (1), Haute-Saône (1), Puy-de-Dôme (1), Indre (1), Loire (1), Eure-et-Loir (1), Gard (1), Vienne (1), Deux-Sèvres (1), Ardennes (1), Gers (1), Vendée (1), Ain (1), Ariège (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

Tableau 9: Distribution géographique des conférences grand public en 2017

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Paris (22)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Meuse (16), Gironde (16), Somme (12), Marne (11), Aisne (11)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Meurthe-et-Moselle (9), Haute-Savoie (8), Seine-et-Marne (7), Pas-de-Calais (6), Savoie (5).
Moins de 5	Loir-et-Cher (4), Rhône (4), Bas-Rhin (4), Loiret (4), Haute-Garonne (4), Loire-Atlantique (4), Hérault (2), Côtes d'Armor (3), Sarthe (3), La Réunion (3), Creuse (3), Ille-et-Vilaine (2), Morbihan (2), Essonne (2), Aude (2), Val-d'Oise (2), Indre (2), Nouvelle-Calédonie (2), Aube (2), Loire (2), Alpes-Maritimes (2), Gard (2), Côte d'Or (2), Haute-Loire (2), Bouches-du-Rhône (1), Oise (1), Nord (1), Puy-de-Dôme (1), Haut-Rhin (1), Indre-et-Loire (1), Lot (1), Finistère (1), Ardèche (1), Mayenne (1), Vosges (1), Moselle (1), Orne (1), Aveyron (1), Vienne (1), Eure-et-Loir (1), Lozère (1), Yonne (1), Eure (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

Tableau 10. Distribution géographique des conférences grand public en 2018

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Paris (39)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Marne (15), Somme (12), Puy-de-Dôme (11), Gironde (10)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Aisne (9), Haute-Savoie (9), Seine-et-Marne (8), Rhône (8), Bouches-du-Rhône (8), Pyrénées-Atlantiques (8), Rhône (8), Loir-et-Cher (7), Côtes d'Armor (7), Oise (7), Bas-Rhin (6), Haute-Garonne (6), Sarthe (6), Lot (6), Ardèche (6), Loiret (5), Hérault (5), Ille-et-Vilaine (5), Morbihan (5), Nord (5), Seine-Maritime (5)
Moins de 5	Pas-de-Calais (4), Vosges (4), Yvelines (4), Val-de-Marne (4), Vendée (4), Meuse (3), Loire-Atlantique (3), Indre (3), Haut-Rhin (3), Hauts-de-Seine (3), Ardennes (3), Var (3), Essonne (2), Indre-et-Loire (2), Finistère (2), Orne (2), Vienne (2), Tarn (2), Saône-et-Loire (2), Drôme (2), Haute-Marne (2), Haute-Vienne (2), Isère (2), Hautes-Alpes (2), Seine-Saint-Denis (2), Meurthe-et-Moselle (1), Savoie (1), La Réunion (1), Aude (1), Val-d'Oise (1), Gard (1), Mayenne (1), Aveyron (1), Yonne (1), Charente-Maritime (1), Corrèze (1), Allier (1), Calvados (1), Cantal (1), Vaucluse (1), Lot-et-Garonne (1), Alpes-de-Haute-Provence (1), Pyrénées-Orientales (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

Le Centenaire a donc été l'occasion d'un déploiement des spécialistes à travers tout le territoire, particulièrement entre 2014 et 2018. Majoritairement historiens, français et universitaires, ils furent appelés à prendre part à plus de 1 700 interventions dans toutes les régions de l'Hexagone, en délaissant toutefois quelques départements, ainsi que l'Outre-mer (en grande partie). Quelles furent les thématiques de ces conférences ? Comment se jouèrent les rencontres entre les spécialistes et leur public ? C'est l'objet du troisième mouvement de cette étude, aux contours plus qualitatifs<sup>38</sup>.

38 L'absence de tout développement consacré à la fréquentation des conférences n'aura pas échappé au lecteur. Initialement prévu, ce sujet a été abandonné face à la difficulté du recueil des informations, trop irrégulièrement communiquées. Il aurait été possible d'utiliser les réponses de Gilles Prilau, qui a fait l'effort très louable d'indiquer pour chacune des conférences qu'il a prononcées le nombre approximatif de ses auditeurs. On aurait pu obtenir ces mêmes chiffres concernant les « Rendez-vous » de Blois. Mais comment les mettre en perspective ? Et surtout qu'en déduire ?

## CONTENU DES INTERVENTIONS ET RÉACTIONS DU PUBLIC

On débutera cette partie avec une étude des sujets traités lors des conférences grand public tenues de 2012 à 2019 sur le territoire français<sup>39</sup>. Le propos évoluera ensuite vers les attentes du public, ses questionnements, et les impressions que ces rencontres et ces échanges ont pu laisser aux spécialistes.

### CADRES SPATIAUX ET SUJETS : LA FRANCE ET LES FRANÇAIS AU CŒUR DES CONFÉRENCES

394 C'est d'abord le poids écrasant des sujets consacrés à la France qui transparaît. Ainsi, au total, 1 290 interventions se donnèrent pour cadre l'Hexagone, 20 autres l'Empire français<sup>40</sup>. Au sein des premières, 374 agrandirent l'échelle pour étudier des portions plus restreintes du territoire : on compte ainsi 102 « études régionales »<sup>41</sup> et 272 « études locales ». De nouveau, le niveau régional est en retrait, excepté dans le cas de quelques régions historiques et périphériques aux identités plus fortes : la Savoie (37), la Bretagne (29). Leur constitution en entité administrative repose sur une épaisseur historique rare (qu'on songe, à l'inverse, à la Champagne ou au Centre-Val de Loire déjà nommé). On retient donc surtout l'importance des petites et très petites « patries » : de nouveau, l'intérêt pour l'expérience locale de la Grande Guerre s'exprime ici. Le marqueur « (Petites) patries dans la Grande Guerre », ajouté en fin d'interrogation dans les colonnes « thématiques », confirme ceci, puisqu'il mesure 116 conférences, dont 41 portent sur la Bretagne et les Bretons. On reviendra plus bas sur ce point. Par ailleurs, les départements du front sont très souvent retenus comme cadre d'étude : la Somme (13 conférences), la Marne (14), le Haut-Rhin (10) et l'Aisne (19), notamment. La Meuse (30) se démarque, en vertu du poids mémoriel de la bataille de Verdun.

C'est donc avant tout et très majoritairement de la France qu'il a été question (69,9 % des conférences, 71,1 % en comptant les interventions sur l'empire colonial). Restent 418 communications. 240 d'entre elles sont consacrées à l'histoire « transnationale ». Celle-ci renvoie à des sujets qui dépassent les frontières ou associent plusieurs pays sans perspective comparative : « l'économie

39 Avertissement : les différents classements thématiques peuvent contenir des approximations, dans la mesure où seul le titre de l'intervention est communiqué dans la très grande majorité des cas.

40 Les soldats et la société de l'Empire furent néanmoins plus souvent à l'honneur (voir *supra*, « Méthode » sur la taxinomie). Cette remarque vaut pour les autres groupes ethnoculturels impliqués dans le conflit.

41 Pour garantir davantage de sens et de lisibilité spatiale, on a gardé ici, en dépit de la réforme territoriale, les anciennes régions.

pendant la guerre », les « causes de la guerre », « négocier la paix », etc., autant de thèmes qui touchent les belligérants dans leur globalité. 46 autres conférences optent pour la comparaison<sup>42</sup>. Mais nombreuses furent celles ayant pour objets des pays bien ciblés, sans qu'il ne s'agisse de la France. Or, ici, les relations de jadis ne sont plus le facteur déterminant : c'est l'ennemi d'hier qui occupe le plus d'interventions. 42 conférences sont consacrées uniquement à l'Allemagne, 12 autres proposent une histoire franco-allemande (non comparative), tandis que 39 comparent les deux côtés du Rhin et de la Moselle. En revanche, la Russie n'a motivé que 15 interventions (essentiellement en 2017), trois de plus que l'Angleterre (soit moins de 1 % du total des conférences). La réconciliation franco-allemande et la construction européenne ont fait leur chemin. Le « Boche », figure extrêmement négative dès la guerre, garde une place incomparable, jouissant de son double statut : ennemi d'hier, de 1870, de 14-18, et de 39-45, ami d'aujourd'hui, il est l'associé de l'histoire contemporaine des Français, et, à ce titre, l'objet de leur curiosité<sup>43</sup>.

Les conférences restantes se répartissent entre l'Empire ottoman et le Moyen-Orient (34), les États-Unis (13), la Belgique (10), et quelques rares études (parfois comparatives) sur l'Autriche-Hongrie, l'Italie, les Balkans. La thématique « (Petites) patries dans la Grande Guerre », ajoutée ultérieurement, a permis de mettre en lumière l'intérêt pour les Américains. Si les conférences portant (géographiquement) sur l'Amérique sont très rares, celles s'intéressant aux soldats sont plus nombreuses (18). Sans surprise, elles se sont tenues en 2017.

Se dégage en somme de cette première analyse thématique l'importance des ancrages territoriaux et d'une mémoire locale, dans lesquels on peut chercher à comprendre et à replacer l'expérience d'un ancêtre. Le poids du contexte politique actuel, largement supérieur à celui du début du XX<sup>e</sup> siècle, est confirmé.

L'étude des thèmes va dans le sens du premier point, accordant une large place aux individus dans la guerre. Le tableau ci-dessous présente pour chaque grande catégorie thématique le nombre de conférences concernées. Signalons que dans la base de données, deux cases pouvaient être remplies par conférence (donc deux thèmes signalés).

42 Il est évident que dans de nombreux autres cas (notamment celui des communications portant sur la France) les analyses ont pu être développées par des allusions à ce qui se passait ailleurs. Mais ici, on prend en compte les interventions qui se fondent complètement sur une comparaison.

43 Les contributions de Simon Catros, Nicolas Patin, Franziska Heimburger et Lise Galand parviennent à la même conclusion.

Tableau 11. Sujets traités dans les conférences grand public (2012-2019) (n=2802)

Thèmes	Nombre de conférences concernées
Les combattants et le combat	773
Sociétés en guerre	441
Mémoire et traces	367
Opérations	264
Culture(s)	201
Genre, familles	157
Politique	162
Avant-guerre et entrée en guerre	93
Sorties de guerre	86
Historiographie	67
Sciences, technologies et médecine	65
Économie	51
Général	45
Alimentation	25
Autres	5 (droit, climatologie)

396

« Les combattants et le combat » est de très loin le thème qui est revenu le plus souvent. La sous-catégorie « expérience de guerre » est la plus représentée, avec 405 conférences. Cet angle d'approche des individus en guerre ne reste pas limité au front ni au combat : le « quotidien » des soldats, le cas des « prisonniers de guerre », des « refus et contestations », pour reprendre les titres des différentes sous-catégories, furent aussi souvent évoqués. La catégorie « Sociétés en guerre » élargit cette perspective, sur l'arrière cette fois. L'ajout à la taxinomie de la thématique « (Petites) patries dans la Grande Guerre » a quelque peu rebattu ces résultats : 116 conférences ont ainsi été comptabilisées, traitant surtout des Bretons (41), mais aussi des Savoyards (29), des Étatsuniens (18, comme évoqué plus haut). Les données des deux premiers cas s'expliquent par le dynamisme mémoriel local et l'engagement humain de quelques spécialistes, quasiment ancrés dans un terroir. Par effet de vases communicants, la catégorie « Sociétés en guerre » est ainsi passée de 441 à 427 conférences. « Les combattants et le combat » a elle aussi perdu en importance, passant à 735 interventions. L'équilibre global n'est cependant pas modifié.

Quoi qu'il en soit, les thèmes liés à une histoire politique et événementielle apparaissent plus bas dans ce classement : 264 conférences concernent les opérations, et 162 présentent un contenu politique. On remarque donc, de la part des spécialistes, un effort de partage des évolutions historiographiques avec le grand public. Les questions liées au genre et à la famille furent ainsi souvent traitées ; de très nombreuses conférences eurent pour intitulé « Les femmes dans la Grande Guerre ». Ces efforts réels de vulgarisation et d'explicitation de la recherche se retrouvent aussi dans les conférences dédiées à l'historiographie (67). On retiendra enfin le nombre de conférences portant sur la mémoire (367).

Si de nombreuses publications, dont celle à laquelle nous contribuons ici, ont proposé dès le lancement du Centenaire et proposent encore des éléments analytiques, on observe que ce mouvement autoréflexif est partagé par le grand public. Ce travail du Centenaire ne fut pas l'apanage des universitaires ou des autorités organisatrices, ni même des acteurs et praticiens de la mémoire ; il sut, dès 2013, non seulement s'ouvrir, mais aussi attirer le plus grand nombre.

C'est donc une parole éminemment scientifique, par ses acteurs et ses contenus, mais pas uniquement historique, qu'a reçu le grand public. Quelles questions souleva-t-elle auprès de ses auditeurs ?

#### ENTRE CHERCHEURS ET GRAND PUBLIC : QUELLE RENCONTRE ?

Pour mener à bien cette réflexion, nous nous sommes appuyés sur la troisième partie de l'enquête adressée aux spécialistes de la Grande Guerre en décembre 2017. Ils furent invités, nous l'avons dit, à répondre à la question suivante : « dans vos échanges avec le public et les différents acteurs non scientifiques, quelles ont été les questions, les préoccupations, etc. les plus récurrentes ? » Les réponses furent assez détaillées et nombreuses (79) pour alimenter ces paragraphes.

L'histoire des individus, à la fois intime et locale, a motivé le plus de questions. La figure du combattant, son quotidien et son expérience, est ainsi un point de fixation de la curiosité du grand public cité dans 13 réponses. Le penchant pour une lecture émotionnelle de la Grande Guerre, qui en permet une (ré)appropriation, passe aussi par la perspective généalogique et le souvenir familial (cités 7 fois), par les questions sur les « petites patries » (11) et enfin par celles relevant de la victimisation (11). De même, les enfants, les femmes, le couple sont à l'origine d'intérêts nouveaux. Ce souci de l'individu et du local s'accompagne presque nécessairement d'une interrogation interne, qui semble parfois relever de l'angoisse : *quid* du devenir de la mémoire et du patrimoine, de la transmission du souvenir (thème cité à 10 reprises) ?

Ce rapport émotionnel du grand public à la Grande Guerre n'est pas sans conséquences : d'autres aspects, autrefois centraux, sont désormais assez négligés. Il en est ainsi de la question des responsabilités (4 occurrences dans les retours) et de celle des traités et de leurs conséquences (2). Par ailleurs, l'inscription locale de cette mémoire laisse peu de place aux enjeux internationaux. Ainsi, seul Xavier Boniface mentionne des questions sur l'islam en guerre, et seul Robert Frank observe un intérêt réel pour l'étranger. André Loez parle sans détour d'une « curiosité très franco-française ». De ce point de vue, indéniablement, le Centenaire « d'en bas » ne se joue pas à l'unisson avec celui « d'en haut » dans lequel la dimension internationale était centrale. Pour Philippe Nivet, justement,

le succès du premier est prouvé par la grande place de l'histoire locale. Doit-on, dès lors, considérer que la réussite du Centenaire « d'en bas », nécessairement pensé sur le mode de la grande échelle (donc du territoire restreint), rend moins audible et visible le Centenaire « d'en haut », et que l'un devait forcément prendre le dessus sur l'autre ?

En tout état de cause, plusieurs sondés soulignent un « besoin d'histoire et une gratitude » du grand public envers les historiens qui ont accepté de se porter à eux. C'est le cas de Nicolas Beaupré, dans le premier numéro de la revue *Mémoires en jeu* :

Avec le besoin de mémoire lié aux commémorations, une forte demande d'histoire s'est exprimée. La parole des historiens a été très demandée, notamment pour éclairer des aspects tels que la guerre à l'arrière, la guerre des femmes ou des enfants... Cette demande rejoignant ce sur quoi s'est orienté déjà depuis une vingtaine d'années l'histoire dite « culturelle » de la Grande Guerre. Il y a donc eu une forme de rencontre<sup>44</sup>.

398

Il retient cependant aussi « un certain décalage entre la mémoire et l'historiographie », et la « résurgence de quelques grands *topoi* éculés tels que “la fleur au fusil” ou bien des combattants présentés comme sacrifiés dans une grande boucherie ». Ce décalage n'a rien d'étonnant, chacun venant armé de son bagage historique, parfois léger et/ou solide. La question des morts bretons va dans le même sens, de même que celle de l'engagement des soldats du Midi, relevée par Jean-Yves Le Naour. Il aurait été intéressant de mener une enquête directe auprès des auditeurs pour compléter cette première volée d'impressions, *via* la distribution d'un questionnaire<sup>45</sup>.

En somme, un vaste mouvement vulgarisant s'est déployé sur l'Hexagone et dans une moindre mesure outre-mer depuis 2012 : au moins 1 725 conférences furent présentées par des spécialistes universitaires et d'autres professionnels de l'histoire aux Françaises et aux Français. Ces manifestations aux contours divers ont porté et accompagné les renouvellements historiographiques et les nouvelles questions auprès du grand public. Thématiquement, on peut retenir la place des

44 Nicolas Beaupré cité par Philippe Mesnard, « À la moitié du centenaire de 14-18. Entretien avec Anne Rasmussen et Nicolas Beaupré », art. cit., p. 30.

45 Des expériences de ce type ont été menées à l'occasion du Centenaire dans des musées. Voir *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 121-122, « La commémoration en pratique. Usages et appropriations du centenaire de la Première Guerre mondiale », dir. Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et Jeanne Teboul, 2<sup>e</sup> semestre 2016. Hélas, ce genre d'étude, pour être pleinement significative, pose d'évidents problèmes de réalisation pratique. Un dispositif pensé en amont, dès 2012, aurait été nécessaire à sa mise en place.



petites patries, de l'histoire locale et familiale, de l'Allemand et de l'Allemagne. L'ampleur géographique de ces manifestations implique de les penser à l'échelle de l'ensemble du territoire français. Néanmoins, force est de constater que tous les départements ne sont pas touchés de la même manière : certains concentrent les conférences, d'autres en voient peu, quelques-uns n'en ont aucune, d'après la base de données. Répétons toutefois que l'absence de conférence tenue par un scientifique n'est pas synonyme d'absence totale d'événement, ni de désintérêt mémoriel. Dans tous les cas, le dynamisme mis en œuvre témoigne une nouvelle fois de la « réussite du Centenaire “d'en bas”, difficilement contestable<sup>46</sup> ».

Par leur distribution et leurs thèmes, les conférences grand public confirment donc que « le Centenaire n'est pas [celui] du seul champ de bataille. C'est celui de tous les Français et de tous les territoires<sup>47</sup> », ou presque.

---

46 Stéphane Audoin-Rouzeau, « Centenaire d'en haut, Centenaire manqué ? », art. cit., p. 3.

47 Joseph Zimet dans une entrevue accordée à la *Dépêche du Midi*, parue le 7 novembre 2013, mise en ligne le 21 novembre 2013, consultée en juillet 2018.



## NOTICES BIOGRAPHIQUES

**Simon Catros** est docteur en histoire des relations internationales et de l'Europe et professeur agrégé (INSPE de Paris, Sorbonne Université). Sa thèse sous la direction d'Olivier Forcade, soutenue en 2015, a été publiée en 2020 sous le titre *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*. Lauréat du 1<sup>er</sup> prix de thèse de l'IHEDN et partenaire du laboratoire SIRICE, il poursuit ses recherches en histoire des relations internationales et travaille actuellement sur les sociétés en guerre et sur la didactique de l'histoire.

**Nicolas Charles** est agrégé d'histoire et chercheur. Il s'intéresse aux occupations du Nord de la France par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale. Il est l'auteur de plusieurs articles et chapitres d'ouvrages sur le sujet. Il vient notamment de coordonner avec Stéphane Tison *Reconstruction(s), les Ardennes après la Grande Guerre*, à paraître aux Presses universitaires du Septentrion. Il est aussi le créateur et l'animateur du podcast *Histoire en séries*, qui permet d'analyser les séries à travers le regard d'universitaires (<https://www.histoireenseries.com>).

**Frédéric Clavert**, docteur en histoire contemporaine de l'université de Strasbourg, est professeur assistant au Centre for Contemporary and Digital History de l'université du Luxembourg. Il s'est d'abord intéressé à l'histoire de l'organisation monétaire du continent européen dans l'entre-deux-guerres, avant de se tourner vers l'usage des sources primaires nativement numériques en histoire et dans les *Memory Studies*. Ses recherches sur la Première Guerre mondiale sur Twitter ont fait l'objet de diverses publications, y compris sur les conséquences méthodologiques de l'usage de données massives en histoire. Avec Caroline Muller (université Rennes 2), il coordonne l'ouvrage en ligne *Le Goût de l'archive à l'ère numérique* (<https://www.gout-numerique.net>).

**Sylvain Delpout** est agrégé d'histoire. Titulaire d'un master recherche de l'université Panthéon-Sorbonne, ses travaux sous la direction de Nicolas Offenstadt et Alya Aglan portaient sur la mémoire de la Première Guerre mondiale sous le Troisième Reich. Il enseigne au lycée Henri Moissan de Meaux et a récemment participé à des ouvrages scolaires et parascolaires parus aux éditions Nathan et Atlande.

**Lise Galand** est agrégée d'allemand. Elle a travaillé comme ATER en histoire contemporaine et en LEA allemand à Sorbonne Université. Elle a soutenu, en 2021, une thèse d'histoire et de civilisation sous la direction d'Hélène Miard-Delacroix et Olivier Forcade, intitulée « L'Allemagne impériale et le spectre de l'encerclement : diffusion, circulation et transformations d'une notion dans l'espace public (1906-1914) », à Sorbonne Université, au sein de l'UMR SIRICE. Elle a publié, entre autres, « Le blocus dans l'Allemagne impériale d'avant 1914 : représentations et anticipations du conflit à l'exemple des questions navales », dans les *Cahiers Sirice* (n° 26, « Le blocus en 1914-1918. Histoire et mémoire », dir. Olivier Forcade et Arndt Weinrich, 2021, p. 47-57), « Servir l'Allemagne impériale par l'expertise historique. Des universitaires en action face à la menace de guerre, 1911-1914 », dans les *Cahiers Sirice* également (n° 18, « Experts et gouvernance. Quelles expertises pour quelle autorité ? », dir. Yasmina Aziki, 2017, p. 13-28).

496

**Benjamin Gilles** est directeur du réseau des bibliothèques universitaires de l'université de Picardie Jules-Verne. Préparant actuellement une thèse consacrée à la genèse de *Témoins* de Jean Norton Cru sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau, il est l'auteur de *Lectures de Poilus. 1914-1918, livres et journaux dans les tranchées*, publié chez Autrement (2013) et avec Arndt Weinrich de *1914-1918, une guerre des images. France-Allemagne*, édité par La Martinière (2014). Il a été commissaire de l'exposition « Vu du front » (BDIC/Musée de l'Armée) et membre du conseil scientifique de la Mission du Centenaire de la Grande Guerre.

**Franziska Heimbürger** est historienne, maîtresse de conférences en civilisation britannique à Sorbonne Université. Elle travaille sur le rôle et la place des langues dans les coalitions militaires et comme outil pour écrire l'histoire différemment.

**Elisa Marcobelli** est post-doctorante à l'université de Picardie Jules-Verne. En 2015, elle a soutenu une thèse intitulée *Solidarité en crise ? Les socialistes français, allemands et italiens face aux crises internationales, 1889-1915* (EHESS/Freie Universität Berlin), publiée en 2020 aux éditions Arbre bleu. En 2021, une traduction anglaise en a été publiée aux éditions Palgrave Macmillan (sous le titre *Internationalism Toward Diplomatic Crisis*). Ses recherches portent sur l'histoire des socialismes, de l'opposition à la guerre, de la Première Guerre mondiale.

**Nicolas Patin** est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Bordeaux Montaigne et membre junior de l'Institut universitaire de France. Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon, il est spécialiste de l'Allemagne du premier XX<sup>e</sup> siècle, de la Première Guerre mondiale et du

nazisme. Il a publié chez Fayard *La Catastrophe allemande, 1914-1915* (2014) et *Krüger, un bourreau ordinaire* (2017), ainsi que *La Grande Guerre vue d'en face* (Albin Michel, 2016) avec Nicolas Beaupré, Gerd Krumeich et Arndt Weinrich.

**Arndt Weinrich** est DAAD-Fachlektor en histoire contemporaine à Sorbonne Université et chercheur associé à l'UMR SIRICE. Il s'intéresse à l'histoire culturelle du fait militaire aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Membre du comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, il a fait partie, entre 2012 et 2019, du conseil scientifique de la Mission du Centenaire. Il a publié, entre autres, *Writing the Great War. The Historiography of World War I from 1918 to the present* (Berghahn Books, 2021, avec Christoph Cornelissen) et *Der Weltkrieg als Erzieher. Jugend zwischen Weimarer Republik und Nationalsozialismus* (Klartext, 2013).

**Bérenice Zunino**, agrégée d'allemand, docteure en études germaniques et en histoire contemporaine, est maîtresse de conférences en histoire et civilisation des pays de langue allemande à l'Université Bourgogne-Franche-Comté (CRIT, EA 3224) et membre partenaire de l'UMR SIRICE (Sorbonne Université). Elle consacre ses travaux de recherche à l'histoire culturelle de la Première Guerre mondiale en Allemagne, aux études visuelles et à la presse illustrée. Elle a notamment publié *Die Mobilmachung der Kinder im Ersten Weltkrieg* (Berlin, Peter Lang, série *Zivilisationen und Geschichte*, dir. Ina Ulrike Paul et Uwe Puschner, 2019), et, avec Claire Aslangul (dir.), *La Presse et ses images. Die Presse und ihre Bilder* (même série, 2021).



## TABLE DES ANNEXES

L'ensemble des annexes relatives au Bilan scientifique du Centenaire est disponible, en téléchargement, sur la plateforme d'archive ouverte pluridisciplinaire HAL à l'adresse suivante : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03484213>. Ce fichier correspond à l'ensemble des annexes évoquées dans le bilan, et donne accès, avec une transparence maximale, aux données qui ont aidé à le construire. Les données sont ordonnées selon le classement ci-dessous.

### ARNDT WEINRICH & NICOLAS PATIN BILAN GÉNÉRAL

499

1. Enquête portant sur les activités scientifiques et non scientifiques des spécialistes français de la Première Guerre mondiale dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale (année 2012-2017) et Enquête portant sur les activités scientifiques et non scientifiques des spécialistes internationaux de la Première Guerre mondiale ayant participé au centenaire de la Première Guerre mondiale en France (année 2012-2017)
2. Liste des entretiens réalisés par Arndt Weinrich
3. Taxinomie transversale
4. Notes du conseil scientifique
  - a. Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 (octobre 2012)
  - b. Note pour le président de la République sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 (mars 2013)
  - c. Le génocide des Arméniens : un bilan des recherches
  - d. Note sur les commémorations de 1916 (avril 2015)
  - e. Les caractéristiques des mutineries françaises de 1917 (décembre 2016)
  - f. Retour sur 1917, « l'année terrible » de la Grande Guerre (décembre 2016)
  - g. Traités de paix 1919-1923 : quels sens, cent ans après ? (juin 2018)
5. Comptes rendus des réunions du conseil scientifique de la Mission du Centenaire
  - a. Compte rendu de la réunion du 20 septembre 2012
  - b. Compte rendu de la réunion du 29 janvier 2013
  - c. Compte rendu de la réunion du 12 mai 2014
  - d. Compte rendu de la réunion du 29 septembre 2014

- e. Compte rendu de la réunion du 20 avril 2015
  - f. Compte rendu de la réunion du 31 mai 2018
6. Convention constitutive du groupement d'intérêt public « Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, 1914-2014 »

SIMON CATROS

LA JEUNE RECHERCHE DURANT LE CENTENAIRE :  
SÉMINAIRES, MASTERS, DOCTORATS

Thèses soutenues (1985-2011)

Thèses soutenues (2012-2018)

Thèses déposées ou en cours (2012-2018)

500

ELISA MARCOBELLI

COLLOQUE ET JOURNÉES D'ÉTUDES :  
UN ÉTAT DES LIEUX (2012-2019)

Liste des colloques scientifiques

Programme du colloque « Batailles » (1916)

Base de données des colloques scientifiques

Feuille 1 : Base de données des colloques et journées d'études durant le Centenaire  
(n=374)

Feuille 2 : Nombre d'interventions par des intervenants français durant le  
Centenaire (n=2556)

Feuille 3 : Institutions de rattachement des intervenants français (n=927)

Feuille 4 : Nombre d'interventions par des intervenants étrangers durant le  
Centenaire (n=974)

FRANZISKA HEIMBURGER

LES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTENAIRE

Bibliographie scientifique du centenaire français de la Grande Guerre (436 pages)

BENJAMIN GILLES

SERVICES D'ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES PENDANT LE CENTENAIRE :  
AU CŒUR DE LA DIFFUSION SCIENTIFIQUE ?

Questionnaire envoyé aux archives (municipales, départementales, nationales)

Questionnaire envoyé aux bibliothèques municipales et intercommunales



NICOLAS PATIN

LES LIVRES DU CENTENAIRE : PUBLICATION, DIFFUSION, RÉCEPTION

Base de données des livres publiés en français durant le Centenaire (2012-2018)

Point focus « Paroles de Poilus »

Point focus « Mai 1968 »

Point focus « Littérature »

BÉRÉNICE ZUNINO

LA DYNAMIQUE MUSÉALE DU CENTENAIRE :

RETOUR SUR LES EXPOSITIONS CONSACRÉES À LA GRANDE GUERRE

Base de données des expositions durant le Centenaire

NICOLAS CHARLES

LA PLACE DES ENSEIGNANTS :

LE LIEN ENTRE L'ÉCOLE ET LA RECHERCHE

Questionnaire envoyé aux référents académiques 14-18

SYLVAIN DELPEUT

LES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC :

VECTEUR DE VULGARISATION DURANT LE CENTENAIRE

Conférences grand public en France

Conférences grand public à l'étranger

LISE GALAND

LES SPÉCIALISTES ET LES MÉDIAS

DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE (2012-2018) :

QUELLES PRISES DE PAROLE POUR QUELLE VULGARISATION ?

1. Méthode de constitution des annexes – informations complémentaires
2. Liste des personnes sélectionnées pour l'étude quantitative
3. Liste des personnes interviewées
4. Les interventions des spécialistes français dans les médias français
5. Les interventions des spécialistes français dans les médias étrangers
6. Les interventions de spécialistes étrangers en France
7. Les interventions des spécialistes français en France entre 1956 et 2018

8. Liste des médias utilisés dans les annexes 1 et 3 avec indication de diffusion ou de part d'audience
9. Rapports d'activités de la Mission du Centenaire
  - a. Rapport d'activité 2014
  - b. Rapport d'activité 2016
  - c. Rapport d'activité 2017
  - d. Rapport d'activité 2018

## TABLE DES MATIÈRES

Préface	
Stéphane Audoin-Rouzeau.....	7
Quel bilan scientifique pour le Centenaire de 1914-1918 ? Bilan général	
Arndt Weinrich & Nicolas Patin.....	11
La jeune recherche durant le Centenaire : séminaires, masters, doctorats	
Simon Catros.....	93
Colloques et journées d'études : un état des lieux (2012-2019)	
Elisa Marcobelli.....	145
Les publications scientifiques du Centenaire	
Franziska Heimburger.....	179
Services d'archives et bibliothèques publiques pendant le Centenaire : au cœur de la diffusion scientifique ?	
Benjamin Gilles.....	197
Les livres du Centenaire : publication, diffusion, réception	
Nicolas Patin.....	269
La dynamique muséale du Centenaire : retour sur les expositions consacrées à la Grande Guerre	
Bérénice Zunino.....	303
La place des enseignants : le lien entre l'école et la recherche	
Nicolas Charles.....	335
Les conférences grand public, vecteur de vulgarisation pendant le Centenaire	
Sylvain Delpeut.....	365
Les spécialistes et les médias dans le temps du Centenaire (2012-2018) : quelles prises de parole pour quelle vulgarisation ?	
Lise Galand.....	401
Le Centenaire et les nouveaux médias	
Frédéric Clavert.....	463

Remerciements.....	493
Notices biographiques.....	495
Table des annexes.....	499